

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 27, DIM. 28, LUN. 29 JANVIER 1979 - N° 841

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Le peuple iranien face aux menaces

Le Shah d'Iran à la recherche d'un exil, qu'il n'espère encore que provisoire, alors qu'il y a encore moins d'un an son régime apparaissait comme une des dictatures les plus solides parmi celles qui sévissent dans le monde, voilà qui indique, en ce début 1979, le chemin parcouru par le peuple iranien. Ce résultat est d'autant plus remarquable que c'est à lui seul, à la puissance de son mouvement, s'exprimant à travers de gigantesques manifestations de masse, qu'il doit d'avoir mené le régime impérial iranien tout près de sa chute.

La longue lutte dans laquelle est engagé le peuple iranien et qui requiert tout notre soutien, est d'autant plus ardue et complexe qu'il tient entre ses mains l'avenir d'un pays particulièrement important sur la scène internationale. Parce que ses ressources naturelles sont immenses, parce que sa position stratégique est essentielle, notamment vis-à-vis des approvisionnements énergétiques de l'Occident, l'Iran fait l'objet des convoitises particulières des superpuissances, États-Unis et URSS, dans leurs ambitions respectives de domination du monde.

C'est pourquoi le peuple iranien est toujours confronté aujourd'hui aux manœuvres des États-Unis qui, en misant sur le gouvernement Bakhtiar, entendent malgré l'ampleur du terrain perdu, conserver en Iran au moins dans une certaine mesure, leur présence.

C'est pourquoi aussi le peuple iranien aura fort à faire, et de plus en plus, pour empêcher que les fruits de sa lutte et de ses sacrifices, ne lui soient ravis par le social-impérialisme soviétique. Car ses atouts sont loin d'être négligeables. Même le parti Tudeh, longtemps discrédité, n'est pas à sous-estimer en tant qu'instrument de l'URSS. N'a-t-il pas reçu ces derniers mois de l'Azerbaïdjan soviétique le renfort de milliers de « militants », pour intervenir dans le mouvement de masse ? Mais, surtout, en se prétendant aujourd'hui favorable au mouvement populaire iranien et à ses leaders, alors qu'il les condamnait hier et collaborait avec le Shah, Moscou montre sa volonté de développer ses manœuvres. Sa façon de prétexter de la présence américaine en Iran pour y affirmer aujourd'hui son propre droit de regard, est significative.

Comment l'URSS renoncerait-elle à l'enjeu de l'Iran, dont le contrôle pour elle s'inscrit dans ses manœuvres d'encerclement de l'Europe, alors qu'elle n'a cessé de développer ces derniers mois, les activités d'agression et d'expansion, ne reculant devant aucun moyen, coups d'État et assassinats compris. Rappelons l'exemple de l'Afghanistan frontalier de l'Iran, et devenu membre du COMECON, où l'aviation soviétique bombarde aujourd'hui les minorités nationales en révolte contre le pouvoir central. Rappelons le commandement, depuis deux mois, par les généraux soviétiques, de l'offensive la plus violente jamais lancée contre le peuple érythréen. Et puis, il y a trois semaines, l'installation à Phnom Penh d'un gouvernement fantoche, par les divisions du Vietnam désormais étroitement dépendant militairement et économiquement du social-impérialisme. Cette violation de la souveraineté nationale d'un peuple, a traduit une fois de plus, de la façon la plus grossière, les ambitions soviétiques, face à une Amérique semblant prête à tous les marchandages.

Le développement d'une telle situation appelle donc toute la vigilance du peuple iranien — aujourd'hui encore aux prises directes avec l'impérialisme US — et de tous les peuples.

J.P. GAY

LORRAINE: LA POPULATION AVEC LES SIDERURGISTES



Vendredi matin, le CE d'Usinor Longwy occupé par plusieurs centaines d'ouvriers

Lire en page 3

A la suite des manifestations du week-end dernier à Téhéran

**DECLARATION
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
D'UN REVOLUTIONNAIRE
IRANIEN**

*«Les dirigeants religieux
doivent tenir compte
que tout le peuple n'est pas favorable
à un gouvernement islamique»*

**Vendredi matin à Téhéran,
de violents affrontements opposent
les partisans de Khomeiny à l'armée**

Lire en page 16

**Révoltant :
Chapron
blanchi**

Il y a quatre ans, Robert Guillaume, ouvrier, trouvait la mort à son poste de travail. Chapron, PDG de l'usine «Huiles, Goudrons et dérivés» est jugé responsable de cette mort. Inculpé d'homicide involontaire, il est écroué par le juge de Charette. La nouvelle de cette incarcération a fait l'effet d'une bombe dans les milieux patronaux. Le CNPF s'est lancé dans une violente campagne contre les «juges rouges» et la justice a fini le travail, relaxant Chapron. Révoltant !

Lire en page 16

apl

INFORMATIONS
REGIONALES
HEBDO

Dans son dernier numéro, APL (hebdomadaire populaire de la région nantaise) traite de la dégradation des digues de Noirmoutier. Les digues, édifiés par les paysans vendéens, servaient à protéger les terres gagnées sur la mer (polders) pour être cultivées.

(...) L'histoire du polder Sébastopol est bien édifiante. Pendant plus d'un siècle la digue avait été entretenue par les propriétaires successifs avec la participation des habitants qui exerçaient une surveillance continue de l'ouvrage, contre le droit de chasser et de pêcher. N'imaginez pas la digue comme un mur de béton.

C'est au contraire une construction très savante, édifiée en fonction de la direction des courants, de l'expansion des terrains.

Une première couche de grosses pierres reçoit le choc de la mer et en brise la force. Ces grosses pierres sont collées par les algues et les sédiments charriés par les vagues.

Une technique très subtile transmise depuis des siècles, venue des Pays Bas.

Seulement il suffit qu'une pierre se déplace pour que l'ensemble se désagrège. Jusqu'à ces quinze dernières années la digue du polder avait été entretenue par les chasseurs qui, contre deux ou trois journées de travail, s'étaient vu accorder le droit de chasser et de pêcher par l'ancien propriétaire.

Peu à peu l'exploitation agricole déclina et le terrain fut acheté (30 millions, une bouchée de pain pour 130 hectares) par Chupin, propriétaire actuel, en 1970. Roger Billaud accuse : «La commune a laissé partir le terrain à ce prix là parce qu'ils étaient bien contents que Chupin se charge de la digue dont personne ne voulait plus s'occuper». Chupin, un roman pourrait être fait sur ce roi de l'arnaque. Beau-frère d'Albin Chalandon, il dirige une entreprise de travaux publics dans la région de Saint-Macaire en Mauges.

Personnage politique influent, il siège à la mairie d'Angers et

Noirmoutier coule

manie avec profit, intérêt général et appétits financiers. (...)

Quand Chupin achète le polder dans les années 70, il a une ambition derrière la tête : construire un vaste empire immobilier.

Des avant-projets apparaissent discrètement avec Marinas «pied dans l'eau», port de plaisance, plan d'eau pour régates olympiques.

Un massacre. Mais quelques amoureux de la nature s'inquiètent, la puissance financière de Chupin s'effrite, Albin Chalandon retombe dans les poubelles de la V^e république.

Le projet ne se matérialisera pas. Les Belges feront une timide tentative en 1977 mais entre temps le polder a été déclaré zone inondable donc inconstruisible. Echec et Mat.

On comprendra l'amertume de Chupin et son peu d'empressement à protéger un terrain qui lui pèse comme un boulet. (...)

L'entretien privé des digues est devenu impossible dans une île que 100 000 touristes investissent l'été, arrachant les pierres

des digues, affaiblissant les dunes. Et puis, les promoteurs ont eu la part trop belle. Un seul exemple, PUNTA LARA, hôtel de luxe disséminé dans les bois juste derrière une dune de la Guérinière. Le promoteur s'était engagé à assurer lui-même la protection de la dune. En réalité, il n'a rien fait et les premières marées d'automne ont emporté 5 mètres de dune. La prochaine marée emportera sans doute quelques bâtiments. L'hôtel est à vendre...

Aujourd'hui, une «municipalisation» des protections de l'île semble inévitable. Reste que le bilan est lourd. 17 agriculteurs sont sinistrés à des taux divers : leurs bêtes, leurs stocks, leurs sols ont été détruits et ils attendent une indemnisation qui n'ira peut-être pas au-delà de 45%. C'est la survie de la vocation agricole de l'île qui est remise en question.

D'une certaine manière aussi, certains agriculteurs précipitent leur ruine en vendant des terrains pour la construction ou en bazarant leurs cultures tradi-

tionnelles à coup d'engrais chimiques et de productivité. SANS goémon, la pomme de terre de Noirmoutier ressemble aux autres. Est-ce simplement de la nostalgie ? Pas sûr car les cours risquent de s'effondrer si la qualité se banalise.

Pour sa part, Roger met en doute la politique du SIVOM. «Ils voudraient reprendre les digues du polder plus quarante hectares pour faire un camping. Tout pour les estivants». Alors, Noirmoutier, une île-dortoir pour l'été ?

Avant de partir Roger a dit : «Reviens au printemps, c'est le paradis. Depuis qu'on fait du mouton, les oiseaux migrateurs nichent ici ; on a vu des couples de tadornes alors qu'ils évitaient Noirmoutier. Des professeurs de toute la France viennent les observer. Reviens au printemps».

Cette année, le printemps se fera peut-être attendre au polder de Sébastopol. La prochaine grande marée aura lieu le 29 janvier...

* SIVOM : Syndicat Intercommunal à Vocation multiple.

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

Le Canard enchaîné dans son numéro du 24 janvier évoque un rapport de l'Inspection des Finances qui accuse les compagnies d'assurances sur la vie d'entente illicite. Le rapport ayant «disparu», le Canard enchaîné en rappelle le contenu.

Inquiets pour leur retraite — ou pour leur famille en cas de décès — près de deux millions de Français souscrivent chaque année une assurance-vie. Mais, chaque année aussi, près de 40 % des assurés sur la vie dénoncent leur contrat. Il faut croire que ce genre de placement ne soulève pas longtemps l'enthousiasme.

En effet, quand un démarcheur réussit à vendre une assurance-vie à un père de famille prévoyant, il ne lui précise jamais clairement, et par écrit, le montant des frais de constitution de dossier, de commission et autres menus détails de gestion.

Un petit rien. La preuve : selon le dernier rapport annuel de la Direction des assurances — qui dépend du ministre de l'Economie — ces frais atteignent 10,5 % pour les contrats collectifs (signés par les entreprises pour leurs salariés), 35,3 % pour les contrats payés à l'année et 55,9 % pour les pauvres qui paient chaque mois. On appelle pudiquement cela le

Frime d'assurance-vie

«chargement». Un chargement sous le poids duquel un petit épargnant risque de couler.

BON POIDS

Exemple particulièrement édifiant : celui de trois compagnies nationalisées, le GAN, les AGF et l'UAP, qui sont d'ailleurs les trois plus gros collecteurs français d'assurances sur la vie. Le premier groupe, le GAN, consacre 28 % des primes collectées à ce «chargement» sur le dos de l'assuré. Le deuxième, les AGF, avoue 37 % ; le troisième, l'UAP, 28 %. Ce qui fait dire à un de leurs concurrents, moins gourmand, mais qui craint qu'on lui «casse les reins» si le Canard cite son nom : «Certaines com-

pagnies vendent des frais généraux».

Le «chargement» est particulièrement lourd dans la branche dite «populaire», c'est-à-dire où les braves bougres paient au mois. La compagnie «La Populaire» — contrôlée par le groupe bancaire Worms — consacre ainsi 51 % des primes collectées à ses faux frais. Qui dit mieux ?

CAPITAL FONDANT

Quand un souscripteur s'aperçoit, avant la fin de la troisième année de son contrat, qu'il n'a pas grand chose à gagner à ce système, il demande parfois à être remboursé. Mais l'assureur lui rit au nez : on ne lui rendra

pas un rond ; toutes ses «primes» ont été dépensées en «chargement». S'il est bien sage et attend le terme de son contrat — dix ans en général — il peut naturellement récupérer son capital. Mais, là encore, ce n'est pas triste...

Exemple : un épargnant qui a versé chaque année 5 000 F de prime pendant dix ans récupère — c'est bien le moins — son capital de 50 000 francs, plus 15 % à 25 % d'intérêts cumulés. Il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser. La Caisse d'épargne, pourtant bien connue pour voler ses clients comme au coin d'un bois, verserait, dans le même cas de figure, 43,7 % d'intérêts cumulés.

France nouvelle

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS / 3 FRANCS /

L'hebdomadaire du PCF nous livre une lettre de Léo Figuères. Cet ancien secrétaire du CC du PCF tance madame Carrère d'Encausse pour son dernier livre *L'empire éclaté*. Il ne remet pas en cause sa documentation mais l'usage qu'elle en fait. Son argumentation, en effet, met à bas la béate apologie de l'URSS que ce M. Figuères essaie d'entretenir coûte que coûte.

Comment pouvez-vous permettre que votre recherche soit ainsi détournée en une vulgaire propagande antisoviétique. Car, visiblement, bien des commentateurs de votre livre n'ont lu que cette notice... Mais peut-être

vous accommoderez-vous de cette «exagération» en pensant qu'elle va tout de même dans le «bon sens» ?

Vous n'êtes évidemment pas neutre dans votre recherche ; qui d'ailleurs peut l'être lorsqu'il s'agit du premier Etat socialiste ? Je ne peux donc pas juger la valeur des sources soviétiques dont vous faites état dans vos notes et votre bibliographie. Je relève seulement qu'à la différence de nombreux «soviétologues», pour qui le savoir-faire semble toujours devoir passer avant le savoir, vous faites une large place à la documentation originale venue de l'URSS et pas seulement aux compilations de ses observateurs étrangers plus

Une lettre de Léo Figuères à Hélène Carrère d'Encausse

ou moins partiaux. Comment vous l'utilisez est évidemment votre affaire. Votre livre, à côté d'analyses intéressantes, présente à mes yeux bien des faiblesses, l'une d'ensemble, d'autres plus ponctuelles, mais qui proviennent cependant toutes du point de départ de votre réflexion : vous voulez à tout prix démontrer que l'Etat soviétique a échoué dans ce qui était l'un de ses objectifs fondamentaux, le rapprochement des nations innombrables qui le constituent et qu'au contraire grandissent sans cesse les données objectives et subjectives qui vont dans le sens de leur éloignement. (...)

Pour en revenir au fondamental, je crois que votre étude des peuples de l'URSS n'est pas inutile, qu'elle comporte pas mal de

vérités, complètes ou imparfaites, souffre du parti pris de l'auteur dans tous les sens. Mais elle qui l'enferme du début à la fin dans le paradoxe suivant : l'URSS est une réalité mais «coupable» d'avoir développé sur tous les plans, et en particulier celui de la culture, l'originalité et les traditions de chacun de ses peuples, elle risque de voir affirmer cette originalité, ce qui la placerait dans «l'impasse nationale» dont elle est incapable de sortir (p. 280). Il faudrait à mon avis partir de la ligne juste opposée : l'URSS est une grande expérience, une réalisation humaine sans pareille au plan de l'Etat multinational fondé sur une société socialiste. Il lui reste dans cette voie, comme dans d'autres, à progresser, à se perfectionner. Contrairement à votre

sentiment, je crois qu'elle y parviendra, à condition qu'on lui fiche la paix.

Vous ayant entendu ce samedi soir à Europe 1 vanter les mérites de l'accord sino-américain, surtout par la pression qu'il constituerait à vos yeux sur l'URSS et ses marches orientales, en particulier, je ne crois pas que vous y ayez contribué dans ce cas précis. L'axe Washington, Pékin, Tokyo contre l'URSS, merci beaucoup ; nous venons d'en prendre. Sans compter que ce serait cette fois beaucoup plus sérieux. Mais voilà donc qui sort du domaine de votre livre pour aborder un terrain plus vaste. Mais sont-ils au fait si éloignés ?

Croyez, Madame, à mes sentiments distingués.

USINOR - LONGWY

- DES DESSINATEURS BRULENT DES DOCUMENTS
- DES CENTAINES DE SIDERURGISTES OCCUPENT LE C.E.

LES LYCEENS ONT FAIT LA GREVE DES COURS

Près de 3 000 collégiens et lycéens ont fait la grève des cours. Dix établissements du bassin de Longwy-Villerupt étaient représentés. Des lycéens distribuaient un tract très court intitulé : «Vivre, étudier, travailler au Pays-Haut» : «Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage (article 23 de la déclaration universelle des droits de l'homme). En raison des mesures concernant la sidérurgie lorraine,

prises à Paris, il est évident que ces droits sont violés autant pour nos parents que pour nous. C'est pourquoi nous marquons notre indignation devant l'agonie de notre région par cette journée de grève et de manifestations.» (les délégués).

Le matin, ils se sont réunis sur la place de Longwy Haut, ont fait une collecte et ont recueilli plus de 900 F pour couvrir les frais de tirage de tracts. L'après-midi, ils ont défilé de Longwy-Haut à Longwy-Bas et organisé un sit-

in devant la mairie en scandant : «Vivre, étudier, et travailler au Pays-Haut» : «Etudiants, ouvriers, même combat». «Etudiants, ouvriers, union, action». Bien entendu, des tentatives ont été faites par le PCF, par l'entremise des conseillers municipaux PCF de Longwy et de Mont-St-Martin pour tenter de récupérer ce mouvement, avec insuccès d'ailleurs. Le point de vue majoritaire étant de dégrader le mouvement lycéen de toute influence politique et syndicale, c'est ce qui a été affirmé au micro avec for-

ce par des délégués. Ce point de vue est bien le résultat des manœuvres politiciennes dont ils sont l'objet. La jeunesse, comme les travailleurs, en ont assez d'être manipulés au nom des intérêts de partis qui ne coïncident pas avec les leurs. C'est cela qu'ils veulent exprimer par le refus de toute ingérence politique et syndicale. En tout cas, les lycéens des CET et lycée veulent aller plus loin et prévoient dès maintenant de mettre sur pied une coordination capable de couvrir le bassin de Longwy Villerupt.

COMMUNIQUÉ DU PCR ml

Barre, Messmer, Giraud se moquent de nous et veulent diviser

L'annonce par Monsieur Barre, la semaine dernière de la création de mille emplois a été ressentie à juste titre comme une provocation. Elle constituait aussi une opération politique avec le cadeau à Monsieur Mauroy dans le cadre des grandes manœuvres entre le PS et l'UDF. Plus encore, les tentatives pour opposer les travailleurs de Lorraine et ceux du Nord, apparemment mieux servis par la «manne» de Barre, en réalité aussi durement touchés par le plan de chômage.

Devant la lutte des travailleurs qui se renforce, notamment à Longwy, devant la colère qui monte dans toute la région, la bourgeoisie veut créer la confusion. 10 000, 20 000 emplois créés ? Quand ? Où ? Que valent les déclarations contradictoires de ces derniers jours ?

Mais surtout, que valent ces promesses ? On l'a vu à Thionville avec l'annonce de l'implantation de Renault en 1977 — alors applaudie par tous les élus de droite, comme ceux du PS et du PCF — ou la soi-disant suspension en mai 1977 de la fermeture d'Usinor.

L'automobile en Lorraine, c'est la nouvelle bête des Vosges : on en parle toujours, on essaie d'en trouver la trace, mais on ne la voit jamais...

Et de quoi s'agit-il : de la création de quelques centaines d'emplois d'O.S. à la chaîne, payés au SMIC avec les milices patronales comme chez Citroën à Metz ?

Mais surtout, ce n'est pas là la question. Pour les sidérurgistes, l'objet de la lutte, ce doit être : non aux licenciements ! Non à l'intensification du travail qui les accompagne !

C'est par la lutte, par la multiplication des initiatives qui portent des coups efficaces à la bourgeoisie, dans les usines comme au dehors, par l'unité des sidérurgistes, des travailleurs actifs et des chômeurs, des jeunes, des femmes du peuple, que des reculs pourront être imposés.

Le PCR ml poursuivra son soutien actif à ces initiatives de lutte.

Le Secrétariat de la Fédération de Lorraine du PCR ml

Meeting du PCF à Longwy

«RIEN NE DOIT SE FAIRE SANS NOTRE ACCORD»

«Pas un boulon ne doit être démonté» ! Cette formule prise par la CGT et reprise en chœur par la section du PCF de Thionville, me rappelle des faits marquants. Par exemple, la direction d'Usinor-Thionville a décidé d'arrêter le 19 décembre 1977 le haut-fourneau le plus compétitif de la sidérurgie française. Qu'a fait le PCF contre cela ? Il a continué à démoraliser les ouvriers en les empêchant d'agir à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine. Un exemple : lors de l'occupation des voies de la SNCF, quand la CGT a

Au cours d'un meeting organisé par le PCR ml le 12 janvier à Longwy, un militant du PCF était intervenu, parlant de la position du PCF sur les problèmes de la sidérurgie et à propos de la lutte des travailleurs immigrés dans les foyers. Nous publions ici, des extraits de la première partie de son intervention.

luttés en main. Ils ont dit notamment : «Plus rien ne doit se faire sans notre accord à Usinor»...

Cela fait un an que les boudins du haut-fourneau rouillent malgré les slogans et le livre blanc du PCF de Thionville. Un autre exem-

ple : lors de la manifestation à Thionvilleville morte, il y avait des camarades qui demandaient des actions immédiates pour Usinor. On leur a répondu : «Il faut d'abord gagner les élections et Usinor sera sauvée». De ce fait, le PCF de Thionville a empêché les

actions qui auraient pu avoir des résultats positifs...

Les ouvriers d'Usinor-Longwy ont compris qu'il ne faut pas compter sur le plan de la politique gouvernementale, ni sur les discours, mais qu'il faut, tous unis contre les licenciements et le chômage, prendre nos luttes en main, pour arrêter le massacre de la Lorraine, condamnée à mort par les capitalistes...

Le PCF dans la sidérurgie

PAS DE PROPOSITION ET PEUR DU DEBAT

Mardi se tenait à Longwy un meeting du PCF avec Colpin, responsable des entreprises.

Aussi bien dans les déclarations de Porcu (député du PCF) que de Colpin, toujours les mêmes thèmes à forts relents de chauvinisme, mais aucune proposition sur la lutte qui s'engage.

Face aux déclarations de Messmer et de Barre, le point de vue n'est pas net : «Nous ne croyons pas aux miracles». Si les 20 000 emplois annoncés étaient réels, serait-ce un miracle ? Alors que la Saviem annonçait le jour même, des centaines de suppressions d'emplois, Porcu

n'hésite pas à relancer sa proposition d'une deuxième usine à Villerupt, alors que la première promise à Batilly n'est pas encore en route.

A 22 heures, la réunion est terminée. Pas de débat. Ce qu'ils ont dit est forcément juste, alors pourquoi en débattre ?

Mais surtout sans doute, Porcu et Colpin ne souhaitent pas répondre aux questions que pourraient soulever aussi bien des militants du PCF que ceux du PCR ml présents.

Un militant du PCF venu de Thionville accroche Colpin à la sortie : «Tu as parlé de la lutte des im-

sition du Bureau Politique sur la lutte de la Sonacotra ?

— Nous la soutenons. — Mais je n'ai pas vu de militants du PCF la soutenir, à part moi à Thionville.

— Si, si, nous la soutenons.

— Il ne faut me dire ça à moi, je suis un prolétaire et je suis en contestation avec le bureau politique. D'ailleurs, à Thionville, nous tenons des tables rondes avec les militants du PCR ml...

Colpin se défile, visiblement il ne sait pas quoi répondre.

Correspondant

De nouvelles actions menées par les travailleurs

Les locaux de l'administration des impôts ont été évacués jeudi matin par la CGT. A propos de cette opération impôt, la CSCU a rendu publique par voie de presse qu'elle avait des propositions à faire. Par voie de presse puisque, comme on le sait, la CSCV n'a pas été admise à siéger dans l'Intersyndicale.

Le central téléphonique de Longwy a été évacué jeudi après-midi, après la réunion de l'Intersyndicale des travailleurs de Gorcy, tréfilerie plus fonderie. Seule la CFDT s'était montrée favorable à la poursuite de l'action. Par ailleurs, des travailleurs de la Chiers ont organisé des blocages sur les routes aux environs de Montmédy à 50 km de Longwy. L'Intersyndicale s'est à nouveau réunie. Aucune proposition n'en est sorti. Une prochaine réunion est prévue pour mardi. On s'achemine donc vers la journée de grève de 24 heures prévue pour la mi-février par les fédérations de la métallurgie

CGT, CFDT. Le problème est sans doute pour les dirigeants syndicaux de faire patienter les travailleurs de Longwy jusque-là avec paraît-il des grèves tournantes de 4 heures. Cette proposition d'une nouvelle journée de 24 heures est mal accueillie par les travailleurs. Ils ne s'y retrouvent pas. Beaucoup d'entre eux se demandent où on veut les mener.

DERNIERE MINUTE !

Les sidérurgistes d'Usinor occupent le CE à plusieurs centaines pour empêcher la réunion de programmation des licenciements. Cette action fait suite à celle des dessinateurs qui ont brûlé des documents qui prévoyaient l'alimentation des laminoirs de Longwy en acier, provenant de l'extérieur (Neuves Maisons et Réhon).

Un incident s'est produit lors de l'occupation du siège social de Sacilor le 23 janvier. De Pietri, député PCF de la circonscription, a voulu prendre la parole de force : il en a été empêché par des travailleurs présents et pris à partie par des sidérurgistes qui n'ont pas accepté cette manœuvre.

décidé de quitter les lieux, la CFDT a décidé de poursuivre l'occupation des voies... Le dimanche suivant, réunion extraordinaire de tous les communistes de Thionville, salle Verlaine au théâtre municipal, pour décider de la marche à suivre en ce qui concernait l'usine. Là, il y avait tous les responsables du PCF, et nos dirigeants sont tombés d'accord pour reprendre la direction de ces



GREVES A LA REGIE RENAULT

Plusieurs mouvements simultanés se sont déroulés mercredi dans des usines Renault. A Billancourt, des débrayages larges ont été suivis par des manifestations en une manifestation à travers les ateliers. Cette action a comme point de départ, le soutien aux travailleurs de l'usine Renault de St Ouen qui occupent leur usine depuis plusieurs jours. La direction voudrait, rappelés-le, licencier un ouvrier de St Ouen parce qu'il est malade. Cette attitude a révolté les 550 travailleurs de l'usine qui se sont mis en grève avec occupation. Ils en font aujourd'hui une question de principe ; le patron, comble d'ignominie, a proposé de « retrouver un travail à la femme de l'ouvrier licencié », puisque d'après le service du personnel, celui-ci ne serait plus en mesure de travailler. C'est un refus catégorique que les travailleurs de St Ouen ont opposé à cette honteuse proposition. Ils veulent la réintégration de leur camarade. Mercredi, ils ont voté la

grève à mains levées.

Mercredi également, plus de la moitié des ouvriers de l'usine Renault du Mans dans la Sarthe, ont débrayé deux heures. Un défilé était organisé dans l'usine et autour, des tracts étaient distribués en nombre et les syndicats appelaient à ce nouveau débrayage. C'est pour l'augmentation des salaires et la création d'emplois pour remplacer ceux qui ont été supprimés que ces actions ont eu lieu. On se souvient de cette usine Renault du Mans, et de la grande grève des milliers d'O.S en 1971. Cette longue lutte avait été d'une certaine manière un peu le point de départ d'un mouvement large de révolte des O.S contre leur condition d'esclaves modernes. Le caractère exemplaire de cette lutte est dans toutes les mémoires.

Y aurait-il en ce moment dans les usines de la Régie Renault un mûrissement susceptible de déboucher bientôt sur des luttes ? Il est évidemment trop tôt pour le dire. Cependant, il est à noter

que ces mouvements actuels sont déclenchés simultanément dans plusieurs usines, qu'ils se déroulent dans un contexte où il y a une incontestable montée de la combativité ouvrière et surviennent alors que les travailleurs de l'automobile, jusque là peu touchés, vont se retrouver face aux licenciements et au chômage sous toutes ses formes.

Sans faire de rapprochement rapide, et sans parler de la situation d'aujourd'hui des exemples tirés d'autres situations, on ne peut s'empêcher de penser à la manière dont souvent les grandes luttes démarrent à la Régie. Par exemple, en juin 78, le mouvement qui embrasait toutes les usines Renault, était parti de la dure lutte des 400 O.S de l'atelier des grandes presses de Flins. On n'en est pas là pour l'instant, mais nous suivrons avec attention ces mouvements divers qui se mènent en ce moment dans les usines de la Régie.

G.P.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

Le mouvement doit tirer tous les enseignements qu'apportent les luttes des ouvrières

Sensibilisée aux revendications soulevées par le mouvement des femmes depuis plusieurs années, j'ai rejoint le mouvement en tant qu'employée plus particulièrement sur la question du rapport des femmes au travail. De fait, cette question est encore peu abordée dans le mouvement ; je fais mienne les revendications qui demeurent l'essentiel du mouvement aujourd'hui, lutte pour la contraception et l'avortement libres et gratuits, lutte contre le viol, revendications qui, pour les premières, ont fait l'objet de nombreuses mobilisations et ont arraché la loi Veil, qui bien que répressive et restrictive dans son application, a correspondu il y a 4 ans à une victoire du mouvement.

aux revendications des femmes et aux manières de résoudre les problèmes.

Il s'agit de bien définir contre qui nous devons lutter pour aboutir. Si pour les ouvrières, il est clair que c'est directement le patron qui est en cause et que c'est par la persuasion que leurs compagnons comprennent la nécessité de leur combat, pour les employées la question est généralement moins clairement posée. Certaines, et je me situe parmi elles, tout en reconnaissant que la domination de l'homme sur la femme est antérieure à la société capitaliste, ont aussi tendance à penser que cette domination est encouragée par la bourgeoisie, devient une conséquence de son exploitation et inscrivent ainsi leur combat face à la bourgeoisie ; d'autres femmes posent en parallèle l'oppression spécifique que nous vivons et l'exploitation par la bourgeoisie sans les articuler. Placer par exemple la lutte à mener par rapport au partage des tâches au sein de la famille au même niveau que la lutte contre le patron, contre la bourgeoisie est à mon avis pas juste et ne permet pas de cerner qui est notre véritable ennemi. Ainsi, on le voit bien parmi nous, des femmes choisissent de combattre le patriarcat et laissent de côté la lutte contre la bourgeoisie ; elles tournent en rond de fait !

L'échec de la loi approche et il est important que les femmes se mobilisent à nouveau sur ces revendications. Cependant, je m'interroge sur d'autres problèmes concernant la vie des femmes tels que ceux posés aux femmes qui travaillent tant dans leurs entreprises que dans l'organisation de leur vie familiale : la double journée de travail par exemple. Il semble en effet que dans ce domaine le mouvement a largement à mûrir et à comprendre la nécessité de réfléchir sur les revendications des femmes qui travaillent, ouvrières, employées. Ces revendications émergent peu à peu, mais de façon encore trop partielle, trop isolée pour permettre une orientation claire du mouvement. Elles émergent parce que de plus en plus nombreuses, nous sommes touchées par le chômage et conscientes que le gouvernement fait le choix de notre retour forcé au foyer, parce que nous sommes plus directement touchées par les mesures de licenciement dans nos entreprises, que nous nous rendons compte que le temps partiel, c'est nous faire accepter le salaire d'appoint, un chômage déguisé aussi, que de plus en plus nous nous heurtons aux difficultés de prise en charge de nos enfants, absence de crèches, gardes trop lourdes pour nos salaires, que nos conditions de travail deviennent de plus en plus pénibles, tâches répétitives sans avenir, sans formation possible, sans qualification, et que nous avons de plus à faire face aux agressions sexistes des chefs de service. La liste est longue et face à tout cela, nous sommes amenées à nous mobiliser. Certaines à travers des luttes, l'ont déjà posé, que ce soit dans le secteur tertiaire, ou dans des entreprises ouvrières où celles-ci ont montré leur grande capacité d'organisation ; mais il manque une appropriation par le mouvement de l'enrichissement qu'ont apporté ces luttes

Luttes des femmes, luttes de classes

Pour un mouvement de lutte contre le système capitaliste aux côtés de la classe ouvrière

Janvier 1979, au moment où la loi sur l'avortement rentre dans sa cinquième année d'application, le mouvement des femmes, soutenu par un Collectif d'organisations, impulse une campagne unitaire sur l'avortement et la contraception afin de susciter une large mobilisation avant le débat au Parlement (prévu pour fin 1979) puisque la loi sur l'avortement, dite « loi Veil » suspendait pour cinq ans celle de 1920.

Pour nous, militantes des groupes femmes de quartier, se réclamant de la tendance « lutte de classes » du mouvement des femmes, quelle est la signification d'une telle campagne ? L'enjeu ne porte pas tant sur une échéance parlementaire mais sur la manière dont seront résolues les questions qu'elle nous pose, qui mettent en évidence les problèmes auxquels nous sommes confrontées et les limites que nous rencontrons. Face aux tentatives répétées pour s'efforcer de trouver une base populaire au Mouvement des femmes et qui ont échoué, il nous appartient d'approfondir la réflexion et de cerner les difficultés que nous avons eues à trouver une articulation avec le Mouvement ouvrier.

A l'issue de nos revendications essentielles en 1974, nous nous sommes trouvées quelque peu désemparées sur comment continuer la lutte, tout comme les féministes bourgeoises après l'octroi du suffrage avaient connu une crise. Mais la situation est différente, et marque pour nous une avancée incontestable. Celle que nous connaissons aujourd'hui nous

interpellent sur des questions plus fondamentales, difficiles à cerner, à résoudre dans une période où nous connaissons comme toute organisation constante depuis les résultats aux dernières élections législatives. Mais cela n'explique pas tout.

Le mouvement des femmes est devenu une référence pour toutes les femmes mais nous sommes confrontées à des difficultés nouvelles de centralisation de toutes les expériences qui se mènent un peu partout, un certain repli du mouvement en lui-même, de plus en plus de femmes qui refusent les coordinations, aucune mobilisation centrale du mouvement réussissant à imposer à la bourgeoisie de nouveaux droits pour les femmes.

De nombreux groupes, collectifs, femmes isolées qui voient bien l'ensemble de ces problèmes pensent qu'aujourd'hui il est vital pour le mouvement qu'il affirme de quel côté il se situe, affirme son lien avec le mouvement ouvrier, qu'il se tourne davantage vers les femmes des milieux populaires, qu'il se construise autour des intérêts des plus opprimées et des plus exploitées, que toutes ces questions soient clarifiées dans le mouvement.

Mais aujourd'hui, ces différents courants de luttes de classe sont très peu unis sur une pratique, sur des perspectives, ont très peu de confrontations et n'arrivent donc pas à peser sur la transformation du mouvement.

Prenons l'exemple de la manifestation qui fut le point de départ de la campagne unitaire.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE veut s'efforcer de présenter chaque fin de semaine sur un sujet déterminé au débat plusieurs points de vue différents, au sein du peuple, qui sont en présence. Nous pensons que l'exposition de ces points de vue, la confrontation des différentes argumentations dans une même rubrique de notre journal doit contribuer à faire mûrir ces débats nécessaires au sein du mouvement de masse. Il va de soi que l'exposé de ces différents points de vue, n'engage que leurs auteurs eux-mêmes et nullement la rédaction du journal qui fournit régulièrement, la plupart du temps hors de cette rubrique, en particulier dans les pages d'actualité, le point de vue des communistes révolutionnaires.

En projet : « La construction européenne », « L'initiative du bateau pour le Vietnam », « Les apports de Gramsci... ». Mais nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs suggestions sur les questions qu'ils penseraient pouvoir être traitées dans le cadre de cette rubrique, ainsi que la contribution qu'ils veulent rédiger, le mieux étant pour pouvoir publier plusieurs contributions qu'elles n'excèdent pas deux feuilles dactylographiées double interligne (4 - 5 000 signes).

A vos plumes camarades.

dans les organisations pour faire prendre en charge collectivement cette lutte.

Le dilemme est encore présent : pour que soient prises en compte les revendications des femmes plus largement, doit-on envisager la mixité ? Marginalisation ou combat de masses ?

L'argument des syndicats actuellement, pour justifier leur non-participation dans cette bataille, soulève également des antagonismes nouveaux lorsqu'ils affirment : « Les préoccupations principales des femmes aujourd'hui ne sont pas celles sur la contraception et l'avortement, mais le droit à l'emploi des femmes et le chômage qui est leur lot quotidien ».

Mais il est important de remarquer que ce point de vue ne reflète pas celui des femmes dans les commissions syndicales femmes ou groupes femmes d'entreprises.

Nous affirmons au contraire que la situation faite aux femmes lorsqu'on nous refuse la contraception et l'avortement et quand nous sommes les premières touchées par le chômage est l'expression même du statut mineur qu'est le nôtre dans cette société ; qu'il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos ou d'opposer les deux aspects, produit d'une domination identique, reflétant les problèmes fondamentaux de l'oppression qui est la nôtre dans la société capitaliste.

M.D.

du groupe femmes
« La Salamandre » - Paris -



Lutter, pour nous, c'est secouer la poussière des habitudes et des traditions

Dans les entreprises textiles du Nord, où j'ai longtemps travaillé, il y a une ancienne tradition d'égalité entre les hommes et les femmes. Mêmes salaires, mêmes postes de travail... Il ne viendrait pas à l'idée d'une bobineuse de séparer son combat de celui du travailleur immigré qui occupe le poste à côté d'elle. Dans mon usine, les délégués, sauf un Français qui travaillait lui aussi à la production, étaient tous des femmes et des immigrés. C'est vrai qu'il y a quand même des limites à cette égalité. Pas plus aujourd'hui qu'en 36, il ne serait facile pour des femmes de

participer la nuit à une occupation, par exemple : le jour seul leur appartient, et des préjugés empêcheraient qu'elles passent la nuit hors de chez elles.

Dans de nouveaux secteurs, comme l'électronique, la vente par correspondance, de plus en plus de femmes ont été amenées à travailler, le plus souvent comme OS ou comme employées. Très vite, elles ont été amenées à lutter. Lutter, pour nous, c'est affronter et résoudre bien des problèmes, secouer la poussière des habitudes et des traditions.

Prendre en main une lutte, occuper une usine, pour nous n'est pas si simple ; il nous faut vaincre l'hostilité des maris et des parents pour les jeunes filles, résoudre le problème de la maison à tenir, de la garde des enfants.

La grève de la BNP de Montreuil est à citer en exemple pour la prise en main, par l'ensemble des grévistes de ces problèmes. Les femmes, en amenant leur mari le soir aux discussions, en s'organisant pour les courses et la garde des enfants avec les femmes de leurs collègues en grève, ont

créé une dynamique ressentie par tout le monde.

Nous devons prendre pleinement notre place dans la lutte, participer au débat politique, prendre les responsabilités ; dans les boîtes, souvent les dirigeants de la lutte sont des hommes, même quand ils sont une petite minorité.

Nous devons nous battre aussi pour imposer notre droit au travail ; avec le chômage, de tous côtés la bourgeoisie essaie de persuader les femmes, sous prétexte de les aider, de travailler seulement à mi-

temps, à la carte, et même de laisser le travail pour les hommes ; diminuer les statistiques du chômage, tel est leur objectif.

Dans la classe ouvrière, il ne faut pas séparer la lutte des femmes et celle des hommes. Nous voulons participer à la vie active, prendre notre part dans les débats et les luttes, œuvrer pour la révolution. Seul le socialisme pourra nous donner toute notre place dans la société.

D.L.

A nos lecteurs,

Un certain nombre de nos lecteurs et correspondants nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient pouvoir disposer pour la fin de la semaine d'un nombre supérieur de Quotidien du Peuple. C'est le cas aussi pour d'autres numéros dans la semaine, liés directement à la situation dans leur localité.

Pour cela ils doivent nécessairement nous prévenir au moins 48 heures à l'avance compte-tenu des modifications que cela entraîne dans la distribution par les NMPP. Concrètement pour le journal de fin de semaine, il faut nous passer les commandes mercredi 12 heures, dernier délai.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 Paris Cedex 19

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cedex 19. Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N°7713 J
CCP N°23 132 48 F - Paris. Directeur de publication : Y. Chevet. Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP, Commission Paritaire : 56 942

I.G.
Seine-Saint-Denis

ENQUETE

● La vie politique française est marquée par les débats qui tournent autour des pouvoirs du Parlement européen, et particulièrement de l'extension redoutée ou souhaitée des pouvoirs de ce parlement, qui pourraient résulter de son élection au suffrage universel.

Pour nous faire une idée plus concrète des choses, nous sommes allés assister à une séance du parlement de Strasbourg, celle du mardi 16 janvier. Une séance qui n'avait pas un caractère extraordinaire, aucune personnalité de premier plan n'ayant pris la parole ; pas non plus une séance anodine, puisque l'un des points à l'ordre du jour était la crise de la sidérurgie. Nous tentons, au travers de cet exemple concret, de donner une image de ce qu'est ce parlement, de ses pouvoirs et de leurs limites.



DANS LES COULISSES DU PARLEMENT EUROPEEN

Reportage de François NOLET

A la limite de la commune de Strasbourg, l'immeuble du Parlement européen frappe l'œil par ses formes bizarres, faisant alterner les saillants, les rondeurs et les protubérances octogonales. Nous avons appris que des étudiants de sensibilité écologiste avaient publié une thèse démontrant l'extraordinaire perte de chauffage qui résultait de la conception architecturale ayant présidé à l'édification du bâtiment.

Il nous a semblé au cours de notre visite, que ce n'était pas seulement

en matière de chauffage que l'on pouvait observer des déperditions d'énergie.

Depuis peu, le Parlement européen est fier de se trouver placé aux premiers plans de l'actualité politique.

Rien n'est négligé pour fournir aux journalistes matière à faire connaître plus largement encore cette institution : service de documentation empressé, salle de presse équipée de tout ce qu'on peut souhaiter : machines à écrire, télex régurgitant sans cesse ses dépêches, annexe des PTT, et une accumulation,

renouvelée chaque jour, de textes touchant aux séances en cours : ordre du jour, communiqué des groupes parlementaires etc... Des efforts sans commune mesure avec l'intérêt que suscite cet organisme, si on en croit les sondages.

Ce jour, il ne s'agit pas d'une séance exceptionnelle : les journalistes se comptent sur les doigts d'une seule main. De temps à autre, des groupes de lycéens, menés par des pédagogues avertis, prennent place dans les

bancs du public, et, après s'être ennuyés ferme pendant quelque temps, sortent bien vite chahuter dans les couloirs, immédiatement remplacés par d'autres groupes.

Supra-nationalité oblige, les parlementaires sont répartis dans des groupes qui ne reflètent pas les découpages par nationalité. Même les défenseurs les plus intransigeants de notre indépendance nationale sont regroupés avec leurs homologues d'autres nationalités.

Une séance ordinaire

Pour un rapport sur la sidérurgie, sujet qui n'est tout de même pas anodin, nous n'avons dénombré qu'une soixantaine de parlementaires présents, sur les 198 que compte l'Assemblée. Certains lisent ostensiblement un journal, discutent entre eux, quittent la salle.

De quoi discute-t-on ici ? De tout et de rien, serait-on tenté de répondre. L'ordre du jour de la séance à laquelle nous avons assisté comprenait des points aussi divers que :

- une question orale sur la catastrophe du Bétigeuse ;
- un débat sur la situa-

tion de la sidérurgie de la Communauté ;

— un rapport sur une directive visant à rapprocher la législation des Etats membres sur la protection des travailleurs en cas d'insolvabilité de l'employeur ;

— une question orale sur le droit des travailleurs privés d'emploi après avoir travaillé dans un autre Etat membre que celui dont ils sont originaires ;

— un parlementaire irlandais insiste pour qu'on prenne en compte une proposition écologiste qui lui tient à cœur : imposer, pour les véhicules de plus d'une tonne, un échappe-

ment situé à trois mètres au-dessus du sol. Ce qui donnerait un résultat assez surréaliste, lorsqu'on sait que certaines voitures individuelles n'ont plus d'une tonne ;

— une question sur la situation de la construction

navale dans la Communauté ;

— un rapport sur l'octroi de fonds pour les projets d'exploitation de «sources énergétiques alternatives».

Donc, une vaste gamme de sujets, et nous en oublions.

Les compétences communautaires au centre du débat

Lors du débat sur la sidérurgie, un parlementaire allemand, du groupe socialiste, dénonce «l'hypocrisie de nos débats». Face aux licenciements intervenant dans la sidérurgie, les institutions communautaires ne permettent pas de créer des emplois de remplacement. Le Conseil des ministres a en effet refusé d'allouer des fonds suffisants pour créer des emplois. Le député PCF de Longwy, Porcu, met en accusation la Commission de Bruxelles comme responsable du démantèlement de la sidérurgie. Le commissaire Davignon proteste de son impuissance : si le Conseil ne veut pas débiter de crédits, nous n'y pouvons rien, explique-t-il en substance. «Il arrive souvent que le Conseil refuse de prendre nos demandes en considération ; ou même qu'alors qu'il a accédé à

nos demandes, les Etats membres refusent d'appliquer les mesures qu'ils ont eux-mêmes décidées. Dans ces cas, nous adressons une mise en garde aux Etats concernés».

Il conclut : «La commission, dans ce cas, fait ce qu'elle peut».

Presque à chacun des sujets abordés, les compétences de la commission et du parlement sont mises sur le tapis, certains des intervenants déclarant franchement : «Nous n'avons pas assez de pouvoirs». La Commission se retranche derrière le Conseil, qui statue en dernière analyse.

Un parlementaire résume la situation en ces termes, s'adressant à la Commission : «Vous dites : le Conseil ne fait rien, alors la Commission ne fait rien. Et alors, tous ensemble, nous ne faisons rien».

Le fonctionnement des institutions communautaires

Le mécanisme d'une prise de décision dans la Communauté suit le jeu de piste suivant :

— La Commission, organisme de 13 membres désignés d'un commun accord par les gouvernements, prend l'initiative de présenter un texte ;

— Le parlement est consulté ;

— Le Conseil des ministres, regroupant les ministres concernés de chaque Etat membre, prend la décision. Au cas où le Parlement approuve la proposition de la Commission, le Conseil ne peut rejeter cette proposition qu'à la majorité qualifiée. Lorsque le Conseil l'a approuvée, la décision devient obligatoire pour l'ensemble des Etats membres ;

— La Commission veille à l'application des textes décidés en commun.

Le Parlement de Strasbourg, depuis 1975, dispose de pouvoirs plus étendus en matière budgétaire : il peut amender la proposition de budget de la Commission, et même rejeter l'ensemble du budget pour exiger que la Commission lui propose un autre budget. Ces pouvoirs réels sont limités par le fait que la majeure partie du budget communautaire résulte automatiquement de l'application des traités.

Enfin, le Parlement a le pouvoir de démettre la Commission de ses fonctions, par le dépôt d'une motion de censure. Cette procédure n'a jamais été appliquée.

La modification des traités pour l'élection au suffrage universel ne change rien, en principe, aux pouvoirs du Parlement. Seul le mode de désignation change (les parlementaires européens sont désignés jusqu'à présent, par leurs parlements nationaux). Mais certains laissent nettement entendre que le nouveau mode de désignation du parlement, lui conférant une sorte de légitimité par le suffrage universel, donnera à ce parlement un poids politique accru. C'est ce qu'exprime ouvertement le Chancelier allemand Schmidt qui a déclaré que le Parlement «ne se contenterait pas des pouvoirs» dont il dispose actuellement. En France, on connaît l'opposition du RPR et du PCF à l'élargissement des compétences du Parlement. Le PS s'y déclare également opposé, mais en des termes moins virulents. Du côté de Mitterrand et de l'Elysée, les positions sont plus ambiguës : on n'y envisage pas d'extension des pouvoirs du Parlement «pour l'instant», ce qui réserve l'avenir.



AFPA MONTREUIL : A NOUVEAU LA GREVE

La menace du transfert à Bordeaux n'est pas levée

«Moi je vous dis que ces nanas, on n'a pas fini d'en entendre parler», c'est ce qu'on peut «entendre» dans la bouche d'un flic, ou du moins voir... sur une photo, placardée depuis mardi sur la façade vitrée du siège social de l'AFPA, à Montreuil, place de Villiers. La direction de l'AFPA doit sans doute se dire la même chose : les quelque 750 employées de l'AFPA — 60 % de femmes — ont recommencé en effet la grève qu'elles avaient déclenchée le 4 janvier et suspendue le 18 du même mois.

Et pour cause : la menace de transfert du siège social de l'AFPA... à Bordeaux à l'origine du premier mouvement, n'est finalement pas levée.

C'est le jeudi 18 au matin, que les grévistes, à l'appel de l'intersyndicale avaient stoppé leur mouvement suite à l'engagement de Boulin, ministre du Travail, de recevoir les syndicats, promettant que le transfert n'aurait sûrement pas lieu.

Mais ce mardi 23, l'entrevue promise par Boulin n'avait finalement pas eu lieu, le sus-nommé ne s'engageant plus à rien... La nouvelle aussitôt connue, les employées de l'AFPA votaient alors à nouveau la grève avec occupation.

LES CONSÉQUENCES D'UN TRANSFERT

Une grève toujours aussi massive que la première fois. Pour cause : «Le transfert du siège social de l'AFPA à Bordeaux obligerait bien sûr la plupart d'entre nous à déménager de même !» raconte ce militant CFDT : «Resterait la solution : refuser de partir et rester à Montreuil... au chômage». En effet : où trouver du travail dans cette ville ? Rien que depuis début 1978, 2 000 travailleurs se sont retrouvés à la porte de leur entreprise.

Accepter le transfert à Bordeaux aurait en outre une autre conséquence : les conjoints — maris ou femmes — des employés de l'AFPA, qui pour l'essentiel travaillent ailleurs, seraient obligés de suivre... donc de démissionner de leur emploi actuel... pour aller gonfler les rangs

des chômeurs en Aquitaine !

On peut donc dire et cela explique aussi le caractère massif du mouvement que les grévistes luttent pour deux, voire des fois trois emplois, en quelque sorte !

Les enfants des grévistes sont directement concernés eux aussi et ils le font d'ailleurs savoir. Invités récemment à visiter le siège, ils ont fait connaître leur volonté de «vivre à Montreuil» dans des multitudes de dessins, collés sur les vitres du hall.

On peut voir celui d'une fillette, qui a dessiné sa maison avec ces mots en dessous : «Je reste à Villiers» et celui-ci, d'une autre fillette qui affirme : «Je ne suis pas d'accord» plantée face à un camion de déménagement.

UNE GREVE ACTIVE

En fin de compte, la lutte que mènent les employés de l'AFPA de Montreuil n'est-elle pas une lutte pour «vivre et travailler au pays» ? «Vivre au pays, c'est aussi vivre en Seine-St-Denis» avait écrit une main sur une pancarte il y a une douzaine de jours.

Cette volonté explique le caractère massif de la grève mais amène aussi une frange des grévistes à se donner à fond et à participer activement aux tâches que nécessite un tel mouvement : dans l'immense hall de l'AFPA, et les salles adjacentes, on pouvait voir jeudi employés et employées confecturer des panneaux, d'autres faire des affiches, découper les articles sur la grève dans différents journaux... autant d'activités qui se font au sein de commissions : «Occupation, relations avec la presse», commission «idées et suggestions», «Les commissions ou groupe de travail», explique un délégué syndical, sont pour l'essentiel orientées vers le travail extérieur de popularisation afin d'obtenir un large soutien». Ce soutien ne sera pas de

trop : on peut se demander en effet si le ministre du Travail dont dépend l'AFPA, déjà très ferme ces derniers jours, n'a pas l'intention d'adopter une position encore plus dure, en s'appuyant en particulier sur les difficultés financières. Jeudi après-midi, se tenait en effet, une importante réunion destinée à remplacer le directeur actuel de l'AFPA... par un autre.

Le gouvernement serait favorable à... Métais ancien directeur de l'ANPE, qui devait être proposé. L'actuel directeur aurait «démissionné» et rejoint un poste justement «vacant». On s'interrogeait jeudi pour savoir si la grève n'aurait pas accéléré quelque peu le départ de ce personnage peut-être jugé trop mou ?

Hypothèse qu'on ne peut rejeter trop vite. Mais Métais ou un autre, les grévistes n'ont pas l'intention de s'en laisser compter : jeudi après-midi, ils accueilleraient dans le hall, massivement, les administrateurs se rendant à la réunion citée plus haut. Avec des pancartes affirmant leur volonté de se battre.

Richard FEUILLET



A L'ALSTHOM SAINT-OUEN, DEUX OUVRIERS RÉINTÉGRÉS

Déjà, fin décembre, la direction avait essayé de licencier un travailleur immigré. Motif : après un arrêt dû à un accident de travail, celui-ci est revenu travailler avec un certificat lui interdisant de soulever des charges lourdes. Il n'en fallait pas plus pour qu'une procédure de licenciement soit engagée. Aussitôt une centaine d'ouvriers envahissent les bureaux

des chefs de personnel et exigent la réintégration. C'est une première défaite pour le patron : la tentative de licenciement qui vient d'avoir lieu est encore plus ignoble : le travailleur menacé, âgé de 52 ans et dans la maison depuis 32 ans, était accusé de manque de rendement et d'altercation avec la maîtrise. Manque de rendement alors qu'il a été exploité au maxi-

mum quand il en avait la force alors que les nombreux accidents du travail (mais insensibilisés) laisse chez lui de nombreux handicaps et une usure nerveuse.

Un débrayage massif réunit aussitôt près de 300 travailleurs qui envahissent les bureaux après une manifestation combative dans toute l'usine. Et force a bien été de le réintégrer à un poste qui

lui convienne mieux. A travers ces mobilisations, on peut voir une volonté de lutte, un ras le bol général de la répression journalière. Beaucoup pensent aujourd'hui qu'il faut riposter maintenant à la dégradation générale des conditions de vie et d'emploi. Ce qui est à l'ordre du jour, ce sont les augmentations de salaires et le 13^e mois.

Correspondant

Les employés de la CAN
à Matignon (bis)

«LES TRANSFERTS C'EST DU BIDON !»

Nouvelle manifestation à Matignon de la caisse nationale des mines ce matin 25 janvier, à l'occasion de la réception par Barre d'une délégation du Conseil régional du Nord-Pas de Calais. Regroupés à plusieurs centaines ils ont été contenus par des flics nerveux puis débouillonnés (on voit tout de même rue de Varenne des gardes mobiles armés de lance-grenades et de boucliers, prêts à toute éventualité).

Le refus du projet de transfert est plus ferme que jamais. En principe les employés de la CAN ont l'appui des élus du PCF (le sénateur Boucheny est présent) et du PS de Paris. Même le RPR qui a reçu lundi après-midi l'intersyndicale à la mairie de Paris les a assurés d'un certain soutien (Kaspereit et De Hauteclouque...). Mais les travailleurs de la CAN prennent de plus en plus conscience qu'ils doivent d'abord compter sur leurs propres forces, qu'il leur est indispensable de populariser leur lutte auprès des travailleurs du Nord-Pas-de-Calais que la crise touche de plein fouet. Nombreux sont ceux qui veulent «monter» à Lens pour expliquer leur situation à la population. Ils auraient là-bas l'aide des syndicats des mineurs. Il faut dire que la «réception» de l'intersyndicale par le député-maire socialiste de Lens, Delelis, mardi 23 a été plutôt fraîche. Ce dernier a prétendu que sa politique était inspirée du Programme commun de la gauche de 78 ; il a distribué aux délégués un document vieux d'une année dans lequel le conseil régional du Nord demandait à l'unanimité, élus PCF compris, le transfert de la CAN (les élus PCF sont revenus depuis sur cette demande, mais on ne sait pas quand). Pressé par les délégués de la CAN, Delelis a admis

que ce transfert, qui pour lui est décidé, était une «planche pourrie». Mais a-t-il ajouté : «Quand on se noie on s'accroche à n'importe quoi». Il préférerait même avoir la CAN sans les employés de Paris. Leur sort ? «Au gouvernement de trouver une solution» a-t-il déclaré ! Maury semble être dans les mêmes dispositions : apostrophé le matin du 25 janvier dans la rue près de Matignon, par des employés de la CAN en colère qui lui criaient : «Non au transfert ! La CAN à Paris !» il leur rétorque que leur manifestation n'est pas le bon moyen de le faire revenir sur sa décision. Ça n'empêche pas les agents de la CAN de partir en manifestation jusqu'à leur siège dans le 15^e arrondissement au cri de : «Les transferts c'est du bidon, des emplois pour les régions !». Mais aussi : «mineurs, employés, solidarité !». L'atmosphère est tendue, l'indignation unanime. Beaucoup veulent passer à un niveau supérieur dans la lutte, si l'on excepte les obscures manœuvres capitulaires de quelques-uns qui risquent de provoquer des remous dans la prochaine assemblée générale du personnel qui pourrait se tenir le 26 janvier. Selon une information de dernière minute la DATAR aurait terminé son «étude».

Correspondant

● Grève des pompiers de Dunkerque

Les pompiers de Dunkerque partent en grève illimitée à partir de vendredi 26 janvier. Les revendications pour lesquelles ils sont en lutte sont les suivantes :

Au niveau national :

- Réunion de la commission nationale sanitaire syndicale (elle n'a pas été réunie depuis juin 1977).
- Application aux pompiers de la réforme des catégories ouvrières du personnel communal, primes d'insalubrité, un an de retraite de plus pour cinq ans de service.
- Application des 48 heures de repos pour 24 heures de travail.

Au niveau local :

A Dunkerque, une grève s'est déjà déroulée pendant quinze jours (voir QdP du 3 novembre) et les pompiers de Dunkerque avaient obtenu les 24-48. Aujourd'hui, cette grève nationale est aussi un moyen d'exiger l'embauche pour l'application de cet accord.

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

CHANSONS

Claire : chansons des luttes et des affections quotidiennes

J'ai vu Claire sur scène. Je ne connaissais pas. Superbe et courageux ! Ce qu'on appelait autrefois des «chansons engagées». C'est plus que cela puisqu'elle chante les luttes quotidiennes, et qu'elle ne se place pas au-dessus des foules :

*«Pour nous la nuit a été longue
à guetter ces camions maudits
et les gens en voiture qui rôdent
autour de l'usine occupée»*

(Le beau voyage)

Elle a composé une «chanson-collage» faite «à partir de témoignages écrits ou oraux» :

*«Il était une fois une entreprise de découpage
à Besançon. Le patron s'appelait Bourgeois.
Il est mort. Mais le fils s'appelle aussi
Bourgeois. Il va bien. Vingt ans, trente ans
après, un Bourgeois chasse l'autre...»*

(Bourgeois - chanson-collage)

Ne nous a-t-elle pas dit d'ailleurs, avant de commencer son tour de chant, qu'elle ne chantait que «des histoires vraies» ?

*«Pourquoi les gens vivent-ils
dans ces vilains poulaillers ?
Pourquoi les gens transitent-ils
à vie dans ces clapiers ?*

(...)

*«Pourquoi les gens vivent-ils
dans ces méchants entresols ?
Pourquoi les gens habitent-ils
à vie dans ces alvéoles ?»*

(Comme Job)

Elle chante aussi la femme - sans agressivité si elle est combative -



*«Et crie tous les mensonges qui ont tes voiles
et tes liens tes parures arrache-les
que rien en toi jamais n'acquiesce à l'infamie
à la mort verbeuse et servile
lovée dans le cœur de ta ville»*

(Chante femme)

Femme, j'ai beaucoup goûté cette réflexion modeste et vraie :

*«Marie-toi marie-toi pas
c'est selon ton cœur
la vie n'est pas close dans les discours
(...)
mais garde-toi de jamais tiédir tes amours»*

(La Noce)

Militante, j'ai apprécié cet engagement :

*«Allons ! Je ne flatte pas mon peuple avec
les mots de passe et les demi-mensonges admis
l'amour est un crédit ouvert une affaire de survie
et je dis que le pire est possible
que la mort ronge déjà ma ville»*

Sa voix, chaude et nette, accompagne une musique ardente (elle compose elle-même). Ne craignez pas les impétueux instruments électriques : guitare, contrebasse, flûte et clarinette plus tendres la soutiennent.

Claire a du talent et du métier. Elle chante depuis huit ans. Si vous n'en avez pas encore entendu parler, c'est parce qu'elle refuse les concessions à l'industrie du disque. Elle est de Besançon et entend y rester. «Ce ne fut pas toujours si facile ! Le droit de chanter pour le public n'est pas inscrit dans la Constitution...» précise l'imprimé qu'elle m'a récemment envoyé.

Et si vous ne pouvez vous rendre à Besançon pour l'entendre, téléphonez-lui dans sa ville : elle se déplace avec (ou sans) ses amis musiciens (demandez-lui ses tarifs).

Sophie RANNOU

CLAIRE
7 rue des Sapins
25 000 BESANÇON - St Ferjeux
Tél. (81) 83.28.16

DISCOGRAPHIE DE CLAIRE (30 cm)

- 1 - La chanson de combat (1972) à compte d'auteur
- 2 - La réussite (1974) à compte d'auteur
- 3 - Elle dit (1974) Grand Prix Charles Cros
- 4 - Si vous saviez comme vous êtes beaux (1978)

Hedi GUELLA, musicien arabe

«Je suis heureux quand des Français écoutent les chansons populaires des Immigrés»

— Tu viens de sortir avec Hamadi Boularès un disque de «poèmes chantés de Palestine, Tunisie, Syrie». Peux-tu dire ce que cela représente pour toi ?

— Ce disque est parti d'un long travail. Ce n'est qu'une étape d'une expérience entamée depuis un bon moment. Le plus important dans ce travail, c'est qu'il s'agit de contribuer d'une façon ou d'une autre à une identité nationale de la communauté arabe en France.

Dans les concerts, je chante ce qui concerne non seulement la Palestine, mais l'ensemble du monde arabe. J'espère pouvoir continuer dans cette voie.

Sur l'immigration, j'espère pouvoir travailler plus sur des thèmes concrets. Je n'ai jamais pensé à l'immigration comme étant un phénomène isolé, à part : les Arabes ici sont toujours des Arabes. Les problèmes qu'ils vivent ici sont le prolongement des problèmes du monde arabe. Il y a une chose que j'aimerais travailler, c'est la perte progressive de l'identité : un jeune de 16 ans né en France dont les parents parlent très peu le français et lui ne comprend pas l'arabe. Qu'est-ce que cela veut dire pour lui d'être arabe ? Il y a aussi les autres problèmes de l'immigration : les conditions de vie, le racisme, l'oppression... Je souhaite contribuer à un



Al Babour : le bateau de l'émigration (couverture du disque de Guella Boularès)

rapprochement entre les immigrés et les Français. Je suis heureux quand il y a des Français qui écoutent les chansons populaires des immigrés. Le tout, c'est qu'on nous donne le moyen de pouvoir nous exprimer.

— Qu'est-ce que cela représente pour toi la musique comme moyen d'expression ?

— J'ai choisi la musique car elle est un moyen privilégié de commenter l'histoire dans le patrimoine culturel arabe, qu'elle

soit individuelle ou sociale. J'essaie de faire en sorte que ce moyen se situe par rapport à la période que nous vivons, et je me sens concerné par tout ce qui se passe dans le monde arabe, bien qu'étant Tunisien. La musique n'a jamais pour moi un

caractère restreint, tunisien. Cela n'existe pas. Il y a des données locales qui ne sont pas plus privilégiées que les autres par rapport à un fond sonore arabe. La Tunisie a contribué à construire un patrimoine national plus large que la Tunisie et les grands musiciens tunisiens sont passés par les grandes écoles arabes. Pour moi, il est grand temps de poser la question de la fonction sociale de la musique, et de la chanson et de l'art en général.

La chanson populaire n'est pas ce qui est donné en pâture dans les radios, la musique populaire n'est pas ce que le peuple est obligé de subir. Ce qui est populaire, c'est quand le peuple trouve une raison à la produire et à l'écouter. Il y a énormément de poètes dans le monde arabe, des contes, des récits, beaucoup de chansons. Ce qui est populaire n'a pas besoin d'être facile. Au contraire, la musique arabe est très élaborée avec une richesse certaine et j'espère pouvoir arriver à développer ce côté de mon travail. Il y a la question de la forme et du fond. Le fond est plus important mais il ne faut pas que la forme tue le sens critique. Au contraire, il faut l'éveiller, non pas choquer, mais faire réfléchir : à la fonction de la musique et pour qui elle est jouée.

GISCARD FLATTE SA POLICE

Le scénario de mise en vedette de la police se poursuit avec une belle rigueur. Il y a eu la campagne de presse menée à la suite de l'action des «autonomes» dans le quartier Saint-Lazare, et la lourde condamnation qui les a frappés : des policiers ont manifesté à deux reprises pour exiger davantage de moyens pour leur sécurité.

Ce jeudi, c'était Giscard qui visitait l'école nationale des inspecteurs de police de Cannes-Ecluse. Ce qui a été l'occasion pour lui de passer de la pommade à la police. Répondant indirectement aux revendications des policiers syndicalistes, Giscard a rappelé que «la France est, parmi les pays comparables, celui où le nombre des agents de la sécurité est le plus élevé par rapport à sa population».

Il a tenu, tout de même, à se démarquer d'un certain nombre de comportements que provoque la campagne sur l'insécurité. Ainsi, il a rappelé que la légitime défense n'était légale que «dans des cas très précis». Dans le même ordre d'idées, ce sont des propos indirectement critiques qu'il a adressés à certains policiers, qui se font remarquer par des «bavures» trop voyantes. S'estimant convaincu de ce que les policiers jouissent de la confiance des

Français, ce qui est loin d'être évident, il a affirmé que «le comportement du policier doit être exemplaire». Ce qui laisse entendre qu'il ne l'est pas toujours.

Enfin, Giscard a insisté sur la nécessité d'arracher les racines de la violence. Il ne s'agit pas d'un appel à la révolution, mais plutôt à renforcer le rôle d'intégration sociale de différen-

tes institutions, «la famille, l'éducation, la vie sociale tout entière».

Mais surtout, que penser d'une déclaration comme celle rejetant l'image d'«une société qui choisirait d'utiliser la violence pour soutenir telle ou telle demande, qui peut tou-

jours être exprimée par la voie pacifique»? Formule qui semble surtout viser les luttes que mènent les travailleurs contre la politique d'austérité du pouvoir, les protestations verbales étant inefficaces. C'est bien dans cette direction que porte l'effort de recrutement qui est fait pour la police et la gendarmerie.



Mobilisation antifasciste à Lyon : le PCF s'abstient

Des fascistes de France, d'Espagne, d'Italie, de Belgique et d'Allemagne comptent tenir un meeting de l'Eurodroite mardi 6 février au Palais des congrès de Lyon. Une mobilisation des syndicats, des partis et des associations de résistants, est en cours pour interdire ce meeting. Il est hors de question que ces nostalgiques de Hitler, de Mussolini et de Franco prennent la parole à Lyon, capitale de la Résistance.

Le choix de la date du 6

février est également une provocation : c'est le 6 février 1934 que les Croix de feu tentèrent un coup de force, qui fut mis en échec par une immense mobilisation des travailleurs parisiens.

Il faut empêcher la peste brune de relever la tête.

C'est dans cette optique que 23 organisations se sont réunies pour empêcher la tenue de ce meeting. Le PCF et l'UD-CGT ont décidé de ne pas s'as-

socier à cette riposte unitaire. Ces messieurs ont jugé qu'il était inopportun de manifester dans la rue le 6 février. Raison avancée : 14 des organisations présentes sont, selon le PCF, non représentatives. Ce qui ne répondait pas à la question de savoir pourquoi ils ne se joignent pas à la manifestation. Pour seule réponse, PCF et UD-CGT ont quitté la salle.

L'attitude du PCF et de l'UD-CGT a soulevé de sé-

rieuses interrogations, y compris dans les rangs du PCF, dont certains militants viendront sans doute à la manifestation du 6, ainsi que des militants CGT, nombre de militants syndicaux n'ayant pas apprécié les exclusives lancées contre un certain nombre d'associations.

Quoi qu'il en soit, nous serons dans la rue le 6, contre le meeting fasciste.

Corr. LYON

Le PCF affadit ses critiques de l'URSS

Le PCF a décidé de remettre à leur place, ceux de ses militants qui sont trop critiques vis-à-vis de l'URSS. Mardi dernier, l'UEC organisait à Villelauneuse un débat sur «L'URSS et nous». C. Frioux et A. Adler, auteurs du livre «L'URSS et nous» avaient été dissuadés par la direction du PCF d'assister à ce débat centré sur la nature de l'URSS et le problème des dissidents.

A la Une de L'Humanité

de ce jeudi, c'est Elleinstein qui est dénoncé pour sa vigoureuse critique des pays de l'Est. L'Humanité, par la plume d'un ancien de Buchenwald, s'indigne du trait d'union placé entre les «partis communistes» de ces pays et Hitler et Mussolini. Cet ancien déporté qui rappelle la courageuse lutte du peuple soviétique contre le fascisme hitlérien, escamote par cette référence à une situation antérieure bien différente, le problème de la nature actuelle du régi-

me soviétique. Le PCF pousse l'hypocrisie jusqu'à tronquer la citation d'Elleinstein en faisant disparaître cette phrase significative : «Je me sens plus proche de Pliouchtch que de Brejnev». Dans le même numéro les lecteurs ont droit à une longue interview d'un dirigeant honnête qui déclare notamment : «Qu'en coûterait-il au monde si l'Union soviétique n'existait pas ?». La question s'adresse sans doute aux Tchécoslovaques.

Cette insistance sur le caractère socialiste d'un pays de l'Est bien aligné sur Moscou, marque un retour du PCF à de plus anciennes déclarations. Au lendemain de son 22^e congrès, le PCF estimait principalement positif les relations du régime soviétique.

Plusieurs de ses militants purent ensuite donner libre cours à leurs critiques. Aujourd'hui le PCF leur demande de baisser le ton en attaquant Elleinstein et censurant les Kehayan.

Le PSU plaide pour une gauche différente

Jeudi, la nouvelle secrétaire nationale du PSU, Huguette Bouchardeau, a présenté les thèmes que ce parti compte développer dans la période. Le PSU, après l'échec de la gauche, constate que «au lieu de chercher à organiser la riposte (à la politique de la droite, NDLR) les grands partis de gauche paraissent se complaire dans la division et l'impuissance». Critiquant le défunt programme commun comme «un accord d'état-major», le PSU plaide pour une reconstitution de la gauche sur un projet autogestionnaire. C'est dans cette perspective qu'il œuvre pour «qu'un troisième courant s'affirme dans la gauche : une gauche différente, unitaire et autogestionnaire». Dans cette perspective, le PSU va lutter, mener des campagnes sur les thèmes suivants :

- Un emploi pour tous au pays, avec la revendication de la semaine de 35 heures et le refus des heures supplémentaires ;
- La lutte contre les inégalités ;
- Un «contrôle populaire» sur les prix notamment par la mise en place de circuits parallèles de distribution ;
- Pour de véritables services publics ;
- Pour l'extension des droits sociaux des travailleurs ;
- Pour une autre politique de l'énergie, refusant le nucléaire.

En ce qui concerne les élections européennes, le PSU définira lors d'une conférence nationale le 4 mars s'il présentera ou non une liste à ces élections. Il dénonce, à juste titre, la législation dont sont victimes les petites formations : «La loi du 7 juillet 1977, rappelle-t-il, exige des petites formations politiques françaises un fabuleux ticket d'entrée pour la participation aux élections européennes. Cette loi impose d'obtenir 5 % des suffrages pour être admis, et à la répartition des sièges, et au remboursement des frais électoraux. Ces frais comportent, outre un cautionnement de 100 000 F, l'édition et l'expédition des circulaires, l'édition des affiches officielles. On peut penser que la somme totale atteindra 3 000 000 F. De plus, le temps d'antenne à la télévision pour l'ensemble des petites formations ne doit pas dépasser une demi-heure et chacune d'entre elles ne peut être admise à plus de cinq minutes de présentation télévisée».

Rappelant que la législation est moins restrictive dans d'autres pays de la CEE, le PSU conclut : «On voit que la loi française est tout à fait exceptionnelle et institue un véritable barrage, visant à polariser toute la vie politique autour des quatre grandes formations».

Konopnicki au PCF : il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée

Le secrétariat de la fédération de Paris du PCF, dans une mise au point publiée mercredi 24, approuve la prise de position du comité du 20^e arrondissement, hostile à la réadmission de Konopnicki. Cependant Konopnicki estime antistatutaire un tel refus. Sa cellule ayant demandé sa réintégration et Villa, député du 20^e ayant répondu sur un «ton fraternel» à ses critiques, Konopnicki déclare : «ma prise de carte n'a donc aucune raison statutaire d'être réexaminée». Le PCF procédera-t-il à son exclusion ? Affaire à suivre.

REUNION
DES MINISTRES
DE L'AGRICULTURE
DES «NEUF»

La prochaine session du Conseil des ministres de l'Agriculture

se tiendra les 5 et 6 février à Bruxelles. Les travaux du Conseil porteront en particulier sur les questions relatives à la fixation des prix pour la prochaine campagne.

Le N°14 de Rebelles va paraître

Au sommaire, notamment :

- un article sur la lutte des travailleurs de Lorraine contre le chômage
- Comités de lutte lycéens : la parole au Comité de lutte de Fameck
- la répression antieuropéenne
- la lutte du peuple du Kampuchéa contre l'agression vietnamienne
- et un dossier sur l'Erythrée.

Passez vos commandes à : **Rebelles**,
57 rue Ordener 75 018 - Paris.
Le numéro : 2,50 F.

Nov. 77, sept. 78

De l'initiative
de Sadate à l'accord
de Camp David

Le 19 novembre 1977, Sadate, le président égyptien, se rend à Jérusalem. Il fait un discours au Parlement israélien où il propose un règlement global dans la région. Dans sa réponse, Bégin le chef du gouvernement sioniste, ne propose rien. L'initiative de Sadate fait suite à la signature en commun par l'URSS et les USA d'une déclaration sur le Proche-Orient, où il est fait mention du droit à l'auto-détermination du peuple palestinien ; mais l'OLP n'y figure pas en tant que représentant de ce peuple.

La seconde rencontre entre Bégin et Sadate à Ismaïlia en Egypte a pour conséquence de mettre sur pied deux commissions, politique et militaire, qui auront pour but de discuter les propositions de règlement. La commission politique échoue dès la première rencontre car Sadate propose que dans le règlement figure la question des terres palestiniennes occupées en 1967 (Cisjordanie et Gaza). Ce que ne veulent pas les Israéliens. Au contraire, pour montrer leur volonté de poursuivre l'occupation, les dirigeants sionistes multiplient les plans de colonisation et leur mise en pratique. Non seulement dans les terres palestiniennes, mais au Sinaï égyptien et au Golan syrien. Le durcissement israélien inquiète les Etats-Unis qui par plusieurs déclarations, désavouent Israël sur deux points : l'interprétation israélienne de la résolution 242 du Conseil de Sécurité (Israël refuse de se retirer des terres palestiniennes de 67) et la colonisation accrue.

La négociation piétine pendant plusieurs mois, malgré les différents voyages de responsables américains (Vance, Mondale, Atherton) au Proche-Orient. Ceux-ci, pour débloquent la situation, cherchent à faire intervenir la Jordanie dans les pourparlers. Le roi Hussein refuse, grâce au rapprochement entre la Syrie et la Jordanie. Sachant que c'est la présence de la Révolution Palestinienne qui empêche la Jordanie et l'Egypte de faire des concessions sur ce point, Israël tente de l'écraser au Sud-Liban le 21 mars. Ce sera un échec : la Résistance s'affirme encore plus.

Au mois de juillet, une conférence entre les ministres des Affaires étrangères de l'Etat sioniste et de l'Egypte se tient en Grande-Bretagne, à Leeds. C'est l'échec total et Sadate déclare à la fin de la conférence que si Israël n'a rien à proposer de nouveau, il n'est plus nécessaire de continuer.

C'est tout le poids des Etats-Unis qui va jouer pour aboutir à Camp David. Carter déclare qu'il s'agit de la plus grande affaire de son règne.

La visite de Moshe Dayan à Paris

UN NEGOCIATEUR ENLISE

Après Camp David, le blocage

● Depuis la signature des Accords de Camp David le 17 septembre dernier, la négociation piétine. L'accord de «paix» qui aurait dû se réaliser en décembre n'a pas eu lieu et aujourd'hui les USA tentent de nouveau de faire reprendre les négociations. Les difficultés sont de deux ordres : l'environnement arabe et les événements en Iran d'une part, et les termes même des accords de Camp David d'autre part.

L'hostilité arabe aux accords de Camp David est manifeste. La Jordanie que les USA ont voulu rallier au «plan de paix», a refusé et l'Arabie saoudite, sur laquelle comptaient les USA, finance les projets d'armements de la Syrie et de l'Irak. Les événements en Iran sont une leçon à la politique américaine : les alliés les plus sûrs peuvent être balayés comme le Chah. Sadate est isolé sur le plan arabe et cela risque de lui être fatal.

Les termes même de l'accord de Camp David sont difficiles à réaliser dans ce contexte : pour les sionistes, la restitution du Sinaï n'est pas évidente. De son côté, Sadate ne peut accepter de signer un accord de paix avant même l'évacuation des troupes sionistes. Par rapport à la Cisjordanie et Gaza, le plan d'autonomie administrative des sionistes provoque des réactions hostiles chez les USA qui ne peuvent y rallier aucun Etat arabe. Les dirigeants sionistes ont tellement expié ce plan, dans tous les détails, qu'il apparaît aujourd'hui aux yeux de l'opinion internationale comme étant pire que les bantoustans en Afrique du Sud.

La situation est de nouveau bloquée. Les provocations sionistes au Sud-Liban laissent penser que c'est de nouveau au Liban que l'épreuve de force va se jouer : au Liban où se rouvre la Révolution Palestinienne. Une nouvelle guerre du Sud n'est pas à exclure.

Le Front arabe s'organise

Une des plus graves conséquences de l'accord de Camp David est le retrait de l'Egypte du champ de bataille contre Israël. Toutes les rencontres arabes qui suivront cet accord auront pour but de résoudre le problème de ce déséquilibre stratégique dans la région.

Le sommet du Front de la fermeté à Damas se tient quelques jours après la signature de l'accord. Il ne regroupe que cinq pays de l'OLP. Les décisions prises vont dans le sens du renforcement du front Nord, la Syrie alliée à l'OLP. Mais cela reste insuffisant. Pour la Révolution palestinienne et d'autres forces arabes, c'est l'ensemble du monde arabe qui doit prendre une décision commune.

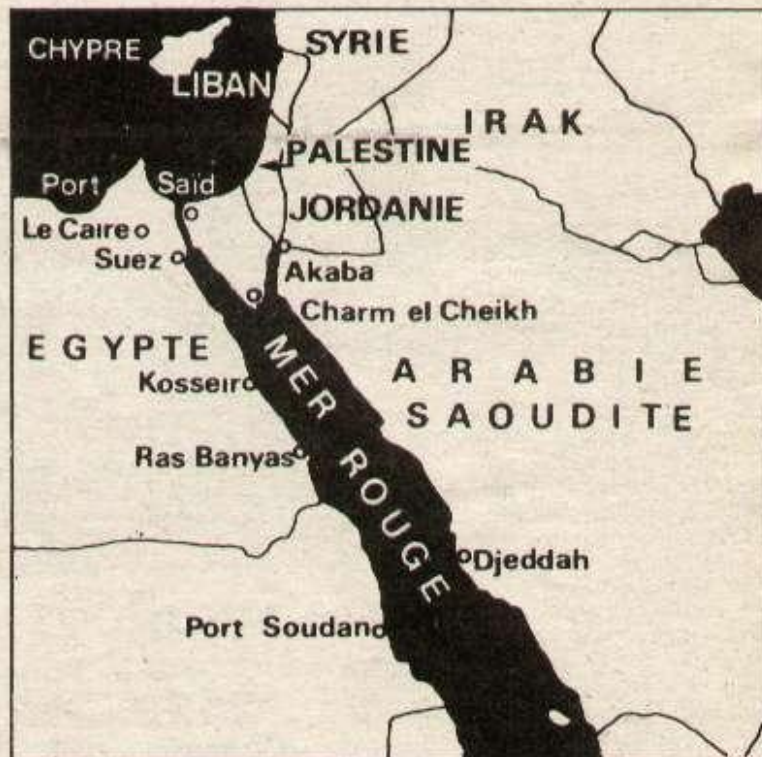
RECONCILIATION SYRO-IRAKIENNE

Face à ce danger (l'accord de Camp David et le morcellement arabe), les premiers pas sont faits : l'Irak et la Syrie se réconcilient. Il s'agit d'un événement très important qui marquera la situation arabe. Les frontières sont rouvertes entre les deux pays et le 26 octobre, une «Charte d'Action Nationale Commune» est signée, qui trace les grandes lignes d'unification entre les deux pays. Plusieurs commissions de coopération à tous les niveaux sont créées.

Cette rencontre syro-irakienne va permettre de donner un plus large écho à l'appel qui est lancé par l'Irak pour un large sommet arabe en vue de s'opposer à la politique de Sadate. Ce sommet a lieu à Bagdad le 30 octobre. Deux positions s'affrontent : celle du Front de la Fermeté qui demande l'isolement de l'Egypte à tous les ni-

veaux du monde arabe et celle des autres pays qui, tout en critiquant l'accord de Camp David ne veulent pas isoler l'Egypte mais essayer de la faire revenir dans les rangs. C'est cette dernière attitude qui est adoptée, mais plusieurs résolutions issues du sommet sont favorables à la voie de la lutte. En ce qui concerne la Révolution palestinienne, les résolutions réaffirment le soutien total à l'OLP, le respect de son unité nationale et la non-ingérence dans ses affaires intérieures de la part des Etats arabes. Le refus des accords de Camp David est clairement exprimé, ce qui ne laisse pas de possibilités de manœuvres aux Etats hésitants.

Mais l'intérêt du sommet de Bagdad est encore plus grand par les rencontres bilatérales ou



trilatérales qu'il a favorisées, ces rencontres étant d'autres pas vers la réalisation de l'unité arabe face à Israël.

OLP-JORDANIE

C'est durant le sommet de Bagdad que Hussein de Jordanie a proposé l'ouverture d'une nouvelle page des relations entre la Résistance et la Jordanie. Et pour montrer sa bonne volonté, il a tenu à affirmer, durant les discussions, que seules l'OLP est responsable des Palestiniens de Cisjordanie et que les accords de Camp David sont une trahison. Quelques jours après, Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, était reçu par des milliers de Palestiniens et Jordaniens en Jordanie. Ce point a été largement discuté au 14^e Conseil national palestinien de janvier 79. C'est un fait important car il permet de rallier, en Cisjordanie, les quelques notables pro-jordaniens à la politique de l'OLP et d'empêcher les manœuvres sionistes visant à trouver des «interlocuteurs» pour leur plan d'autonomie.

OLP-IRAK

Après les assassinats de responsables palestiniens à l'instigation du régime irakien, l'Irak aujourd'hui montre sa volonté d'ouvrir une nouvelle page dans ses relations avec l'OLP. Les bureaux d'Abou Nidal (l'organisateur des assassinats) ont été fermés à Bagdad et la campagne de propagande anti-OLP s'est terminée. Dans une rencontre entre les représentants de l'OLP, de la Syrie et de l'Irak, une décision a été prise : renforcer les fronts Nord et Est (Syrie - Jordanie) pour rééquilibrer le rapport de forces face à Israël. Dans une conférence de presse clôturant le sommet de Bagdad, Yasser Arafat a expliqué que le succès du sommet tient à la rencontre syro-irakienne, que celle-ci est une alliance stratégique qui change le rapport de forces dans la région et que la lutte armée se développera du fait des décisions du sommet de Bagdad.

Demain, un entretien avec Ilan Halevy

Du côté soviétique : les armes et la Conférence de Genève

Après Camp David, où les Etats-Unis semblaient maîtres du règlement au Proche-Orient, l'URSS espérait se montrer le défenseur des Etats arabes qui rejettent cet accord : après le sommet du Front de la Fermeté à Damas, Assad le président syrien se rend en URSS où ses demandes de fournitures d'armes sont accueillies positivement. Mais le sommet de Bagdad change la situation : les Etats arabes réputés pro-américains y sont et c'est au nom de l'ensemble des pays arabes que la Syrie et la Jordanie vont être armées. C'est une des raisons de l'accueil réservé que l'URSS accorde ensuite à une nouvelle demande syrienne de fournitures d'armes. Les conditions de l'URSS sont inattendues :
— la Syrie devrait payer intégralement les armes, alors que des fournitures précédentes n'ont pas encore été réglées complètement.
— Le prix demandé a augmenté de deux fois et

demie par rapport à la fois précédente.

— Les armes ne peuvent être livrées dans les délais fixés par la Syrie.

La délégation irakienne qui suit refuse de discuter à partir de ces bases.

Plusieurs raisons sont évoquées sur l'attitude de l'URSS :

— L'unanimité arabe autour de l'armement de la Syrie empêche l'URSS de fixer ses conditions sur le type d'armes et sur les conseillers.

— Il semblerait que l'URSS cherche à freiner la constitution du front arabe, en évoquant l'échec de Camp David et la possibilité de la reprise de la Conférence de Genève, où elle serait présente dans les négociations.

— L'échéance des négociations SALT. L'armement de la Syrie, de la Jordanie et de l'Irak aurait été un coup de force contre les USA avant les négociations SALT.

Les travailleurs américains face à la crise POUR LE PATRONAT, LA VIE D'UN OUVRIER NE VAUT PAS CHER

La firme Firestone Tire and Rubber Co, l'un des plus grands fabricants mondiaux de pneus a dû offrir récemment de remplacer gratuitement 13 millions de pneus défectueux. Ce type de pneu à carcasse radiale avait causé 14 000 accidents ou 41

personnes ont trouvé la mort et 65 ont été blessées. La compagnie a résisté pendant plus d'un an, malgré l'accumulation de plus en plus accablante de preuves de la défectuosité du pneu, avant de se résoudre à le remplacer.

Joan Clay Brook, directrice de National Highway Traffic Safety Administration, l'agence nationale qui assure la sécurité des routes et des voitures, a révélé avoir appris que Firestone savait dès le début que le pneu était dangereux. Firestone a résisté parce que cela lui coûtait 135 millions de dollars de remplacer les pneus défectueux. En outre, ses ventes ont chuté à cause de la mauvaise publicité, ce qui a conduit à la fermeture de plusieurs usines. Un déficit de 21 millions de dollars a été enregistré contre un bénéfice de 85 millions de dollars l'année précédente.

La sécurité offerte par les produits et les conditions dans lesquelles ils sont fabriqués sont de plus en plus précaires. Et le danger va s'accroître car Jimmy Carter considère que les mesures obligatoires à respecter destinées à assurer un minimum de sécurité sont une des causes d'inflation. Ses conseillers économiques lui ont proposé l'an dernier de supprimer l'agence chargée du contrôle des conditions de travail. En contrepartie, ils proposaient d'augmenter les prestations versées aux handicapés.

Ces mêmes conseillers ont réussi à empêcher que soient instituées des règles de sécurité pour les 800 000 travailleurs de l'in-



Manifestation récente pour l'aide à 100 % aux victimes de la poussière dans le textile.

dustrie du coton. Au moins 35 000 souffrent de «brown lung», la byssinose, qui a les mêmes effets que la poussière de charbon pour les mineurs. C'est Charles Shulz, le principal conseiller économique de Carter, qui a annoncé l'annulation des mesures prévues.

Pour l'industrie américaine, la sécurité des travailleurs coûte cher quand les risques encourus sont réduits : pour chaque ouvrier tué, il n'est versé que 1 300 dollars ; alors, les patrons préfèrent courir le risque. Un cas typique : en avril dernier, 51 ouvriers tombaient d'un échafaudage. Au terme d'une chute de 55 mètres, ils étaient tous tués. La raison de

l'accident est très simple. La tour se construisait par morceaux de quelques mètres. Chaque jour le coffrage de la partie terminée la veille était enlevé pour être réinstallé plus haut. En été, cette façon de faire peut s'accepter parce que le béton a pris, bien que par ailleurs les exigences de rendement de la compagnie faisaient que l'ensemble, coffrage-échafaudage, était peu sûr. Mais en plus, par temps froid, le béton n'avait pas le temps de prendre suffisamment. Pour Research Cotrell, la compagnie responsable de l'accident, il en a coûté 2 000 dollars par ouvrier (moins de 110 000 francs).

Selon le National Cancer Institute, la pollution in-

dustrielle est responsable de 20 % des cancers mortels. Deux millions d'ouvriers de l'amiante risquent un tel cancer. Les industriels estiment que les mesures de sécurité dans le travail coûtent 36 milliards de dollars ; aussi, la politique patronale est de chercher à obtenir la plus importante «dérégulation», c'est-à-dire la mise hors du contrôle gouvernemental de secteurs entiers de l'industrie comme les lignes aériennes, grâce à un important effort de «lobbying» auprès du congrès, la constitution d'un groupe de pression le plus important que l'on ait vu sur ces questions.

BOB BRYANT

MAROC : UN PRISONNIER POLITIQUE MEURT EN PRISON

Zaïdi Brahim Bel Hadj M'Barek, arrêté en 1974 au cours de rafles organisées par le pouvoir marocain, est mort en prison des suites de la torture, après quatre années de détention. C'est pour lui et tous les autres prisonniers politiques marocains, que les militants de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM) ont entamé une grève de la faim dans toute l'Europe, protestant également pour obtenir l'application de la levée d'interdiction dont leur organisation est l'objet.

COMMUNIQUE

«Cela fait près de deux mois que la levée d'interdiction arbitraire de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc UNEM a été annoncée par le pouvoir réactionnaire au Maroc, cependant cette décision est restée purement verbale puisque :

— Des dizaines de responsables et militants de l'UNEM sont toujours en prison, d'autres dont le président sont forcés à l'exil.

— Les arrestations d'étudiants et la violation de l'enceinte universitaire continuent.

— L'aggravation de la crise de l'enseignement se perpétue, on assiste à un refus total de la part des autorités pour la satisfaction des revendications syndicales les plus élémentaires (un nombre considérable d'étudiants sont forcés au chômage vu le manque d'établissements et d'enseignants...)

— On assiste à la poursuite de l'exportation massive des étudiants marocains à l'étranger et au cautionnement par le pouvoir marocain des mesures répressives (circulaire Bonnet en France et lois «anti-crise» en Belgique).

L'UNEM, entame une nouvelle étape dans leur lutte pour exiger :

— La libération immédiate et inconditionnelle de tous les

responsables et militants de l'UNEM parmi-eux : Belkir, Loudyi, Srfi, Benche-kroun...

— La droit et la garantie au président et à tous les militants de l'UNEM forcés à l'exil de rentrer dans leur pays afin d'exercer librement leurs droits syndicaux.

— La satisfaction de leurs revendications matérielles et morales (à l'intérieur et à l'extérieur).

— L'exercice effectif de leur droit syndical.

Tout ceci pour préparer les conditions nécessaires à la tenue du 16^e Congrès légitime et légal de l'UNEM. Dans ce sens les étudiants à l'intérieur se dotent de moyens de base d'organisation et de lutte pour imposer leurs droits légitimes.

A l'extérieur plusieurs actions sont menées et se mènent sous les mêmes ordres.

C'est dans le but d'arracher ces revendications et d'informer l'opinion publique française, que l'UNEM organise :

— une grève de la faim à l'échelle de Reims et de l'ensemble de la fédération d'Europe occidentale de l'UNEM.

— des meetings à l'échelle de toutes ses sections...

Union nationale
des étudiants du Maroc
Section de Reims

TUNISIE

1^{er} ANNIVERSAIRE DE LA GREVE GENERALE DU 26 JANVIER

Un an après le soulèvement populaire du 26 janvier, les travailleurs durement réprimés poursuivent la lutte en reconstituant pas à pas leur organisation syndicale l'UGTT dont les principaux dirigeants sont emprisonnés. Après une répression qui fit plusieurs centaines de victimes le jour de la grève générale, et la mort d'un syndicaliste qui succomba à la torture, le régime fasciste de Bourguiba a monté une série de procès truqués destinés à frapper les syndicalistes qui avaient participé au 26 janvier. Le pouvoir, aux procès de Sfax, de Sousse et de Tunis a condamné les syndicalistes de l'UGTT à de lourdes peines de prison, renonçant aux condamnations à mort prévues face à la mobilisation des travailleurs tunisiens. S'ajoutant à la répression brutale, une série de lois permet désormais d'enrôler de force les jeunes chômeurs n'ayant pas accompli leur service mili-

taire, dans le cadre d'un «service national» et d'un «service civil» pour les faire travailler dans des camps de travail obligatoi-

re situés dans le sud du pays.

Néanmoins les travailleurs tunisiens poursuivent

la lutte, refusant catégoriquement de reconnaître la nouvelle direction fantôme de l'UGTT.



Depuis le mardi 16 janvier 1979, et pendant toute la semaine dernière, à l'appel des étudiants et des élèves de Bangui, les ouvriers, paysans et autres travailleurs de la capitale ont osé braver les fusils de la clique sanguinaire de Bokassa. Par milliers ils sont descendus dans les rues. La clique pro-impérialiste, antinationale et dictatoriale de Bokassa a fait venir par centaines des militaires zairois qui ont tiré sur les masses populaires, faisant des centaines de morts, et de blessés. A l'heure actuelle, le massacre se poursuit, des détachements de militaires zairois, conduits personnellement par Bokassa recherchent des prétendus meneurs et les massacrent avec toute leur famille.

Ainsi la réponse du peuple centrafricain est claire : Non à la domination et à l'exploitation impérialistes ! Non à la politique de démission nationale de la clique Bokassa ! Non à la vie chère ! Non aux salaires impayés ! Non aux divers impôts déguisés comme les cartes du Mesan ! Non à la terreur et aux arrestations arbitraires !

Pour un Centrafrique libéré, tant de l'impérialisme français que de tout autre impérialisme, pour un Centrafrique démocratique et prospère.

Face à cette situation, les étudiants centrafricains au Maroc, faisant preuve d'esprit d'initiative et d'oser lutter ont occupé l'ambassade. En France, nous sommes plus nombreux : resterons-nous les bras croisés, prétexterons-nous encore la peur des espions pour justifier notre inaction ? Nous devons tous unis, balayer tout prétexte et manifester notre solidarité agissante à la lutte de notre peuple.

Tous le lundi 29 janvier à 15 h 30

devant l'ambassade centrafricaine à Paris

29 boulevard Montmorency

Rassemblement à 15 heures

Métro Porte d'Auteuil

Liberté pour le peuple centrafricain !

Troupes de répression zairoise dehors !

Osons lutter, seule la lutte paie !

CE de l'UNECA
le 24 janvier 1979

A LIVRES OUVERTS

«Pourtant, la fleur liberté fleurit»



Wolf Biermann

Wolf Biermann a été banni de RDA et déchu de la nationalité est-allemande en 1976. Pendant douze ans, il lui avait été interdit de chanter, de publier des poèmes ou de monter des pièces de théâtre. «Ainsi soit-il et ça ira» fait suite à «La harpe de barbelés» qui, en 1965, avait fait sensation dans les deux Allemagnes. Né en 1936, communiste, Biermann a choisi la RDA en 1953 et a adhéré au parti ouvrier est-allemand (SED) en 1962.

«Vous les impuissants, bande de tonneaux percés, / Vous voulez continuer, concupiscent de pouvoir / à accoupler le peuple avec la matraque / Vous êtes les monuments d'une époque autrefois grande / Pétrifiés, caricaturaux, statues ambulantes et

dangereuses / Qui vacillez en traversant nos villes, entourés / De beaux parleurs pleins de flammes, d'espions, de fanfares / Des vierges syphilitiques agitent des encensoirs / Le peuple figé jubile - Dérisoires / Et terribles, voilà ce que vous êtes devenus pour nous / La voiture attend ? / Nous attend ? / Oui. Maintenant il est temps pour nous, grand temps / Qu'attendons-nous encore ?».

Comment lever les doutes ? Biermann dénonce le régime de RDA d'une façon tout à fait conséquente, il en appelle à la révolution, et nous apprenons qu'il a adhéré à la section de Hambourg du PC espagnol !

Il est enraciné dans le peuple allemand. Ses textes toujours faciles à lire, écrits comme on parle, font très souvent référence à la vie des masses et à leur histoire. Sa critique est d'abord une critique pratique, concrète, et souvent pleine d'humour. Dans la truculente «Romance de Rita - Complainte de la communauté humaine socialiste», il détaille tous les aspects de ce faux socialisme, lettres anonymes, meurtres, folie sexuelle, système D, alcoolisme, police, corruption, espionnage, idéologie sexiste, tout y passe !

«Ainsi soit-il et ça ira» reflète une certaine évolution de Biermann. Sa critique se radicalise. «Enfin / L'homme est devenu un loup pour l'homme». (p. 193). Biermann devient de plus en plus joyeux, combatif, après le découragement dû à son exclusion du parti. Tout le recueil est traversé par la lutte entre ces deux aspects : «Pourtant : la fleur-liberté fleurit / même dans les flaque de pluie / On ne fait encore que rire / Rien de plus que des bons mots / Pourtant : le pissenlit fleurit (Ballade-bilan de la trentaine, p. 73).

C'est ainsi que l'on peut comprendre sa confiance dans les PC d'Europe de l'Ouest.



RDA 1970 : «L'homme est devenu un loup pour l'homme».

«La gauche en France était au rendez-vous électoral, oui, malgré tout / Mais jusqu'à la fin ils se sont chamaillés / Comme des chiffonniers, oui, malgré tout / Oui malgré tout et tout et tout ! / La droite en a tiré profit, ravie / Un nouveau mai viendra sur Paris /

Malgré le cirque électoral, et tout et tout !» (mars 1978). Quand Biermann connaîtra nos révisionnistes aussi bien qu'il connaît ceux de son pays, il écrira des chansons adaptées à notre situation.

Wolf Biermann se définit

comme un poète politique. Il est tout à fait conscient de l'importance qu'il a acquise, dont il est responsable. «Je vous le donne par écrit : si vous / Vous n'avez pas besoin de moi ici, à quoi pourrai-je bien / Servir au monde ? / Mais si vous avez besoin de moi / En quoi aurai-je besoin du monde ? / Non ! C'est ici que le monde a besoin de moi / Et c'est aujourd'hui que la postérité a besoin de moi». (A des amis préoccupés, p. 179). Cette fidélité fait de lui un grand poète représentatif de son époque. Il en exprime l'humour, certaines illusions, mais surtout la critique libre, vivante et joyeuse. Il fait partie du peuple dont il est l'écho.

Jean-Paul GASCHIGNARD

Wolf Biermann
«Ainsi soit-il et ça ira»
Ed. Christian Bourgeois
50 F

Vient de paraître

• LES PARTIS POLITIQUES DANS L'EUROPE DES NEUF de F. Borella. Editions le Seuil. Prix : 16 F.

Le tableau, pays par pays des forces politiques en Europe, à travers l'histoire de chacun d'entre eux, par un militant du PS. Beaucoup d'éléments. Intéressant.

• LES DEUX PRINTEMPS par Raymond Jean. 10/18. 253 pages.

Réédition d'un roman paru en 1971, dans lequel l'auteur qui séjourne à Prague un an après 1968, s'interroge sur la «normalisation» et évoque la vie en Tchécoslovaquie un an après le printemps, que l'auteur analyse comme une période où le socialisme a cherché dans une pratique nouvelle sa voie et sa définition. Selon lui toujours, il est pourtant clair que les interrogations modernes que se pose l'eurocommunisme auraient trouvé matière à réflexion dans l'expérience que réalisait, par son propre sursaut ce vieux pays ouvrier et démocratique... qu'était la Tchécoslovaquie. Certainement plus là qu'en Chine, à Cuba ou au Portugal...

• LE PILOTE DU DANUBE de Jules Verne 10/18

Roman policier qui se déroule tout au long du grand fleuve, cette œuvre est parue en 1908. L'enquête tourne toujours à la confusion de la police et au triomphe des patriotes en lutte pour que leur pays nié et martyrisé émerge enfin sur la carte de l'Europe.

Confiance malgré tout

Erich Fried a écrit un recueil ambigu. Il y caractérise toutes sortes de défauts politiques : opportunisme, volontarisme, dogmatisme, etc., toutes les petites erreurs qui, si l'on n'y prend pas garde, peuvent devenir de grandes trahisons, alors que dans le même temps, il amalgame avec mépris les grands leaders communistes. Il fait comme si tout cela n'était que des mots, et ne s'exprime qu'indirectement : en paraphrasant les révisionnistes, les carriéristes, etc, il démonte leurs sophismes.

Il demande à conserver la volonté de lutter et garde sa confiance dans la révolution. «Ceux qui croient en elle / quelquefois sont pris de lassitude et de doute / Ceux qui la haïssent / savent qu'elle viendra». Journaliste progressiste, poète engagé, Fried est surtout un intellectuel bourgeois, limité dans ses conceptions et les exemples qu'il peut donner, mais logique, sincère avec lui-même et avec nous. Malgré l'isolement, les doutes, les erreurs politiques, l'absence de perspectives concrètes, la lutte reste vivante dans ses «Cent poèmes sans frontières».

J.-P. G.

Erich FRIED : «Cent poèmes sans frontière»
Ed. Christian Bourgeois. Prix : 50 F

Le chômage au jour le jour

Nous voyons Gérard Lemaire*, âgé de 32 ans, vivre sa dure condition de chômeur, dans une ville de province, à Saint Quentin.

Dans ces quelques pages, il décrit un mois de sa vie quotidienne : ainsi, il nous livre pêle-mêle ses sentiments, ses impressions, parfois dominés par le pessimisme dû à sa condition de chômeur.

Gérard Lemaire parvient à nous faire comprendre, par tous les détails de sa vie quotidienne, comment cette société capitaliste qui fabrique des chômeurs, arrive à les marginaliser, à les culpabiliser, à faire que tous ces hommes et femmes qui vivent le chômage

soient isolés les uns des autres en étant coupés d'une activité sociale.

Toute cette réalité est renforcée par les systèmes d'encadrement des chômeurs : le pointage, le placier, les files d'attente, les annonces depuis longtemps périmées, les «aides» de l'ANPE efficaces pour vous enfoncer encore plus. Gérard Lemaire, après avoir travaillé durant deux années en intérim, pour plusieurs travaux déqualifiés, se refuse maintenant à faire n'importe quoi et demande une place d'aide bibliothécaire ; on lui propose... de vendre des encyclopédies en porte à porte !

Il nous parle aussi de son angoisse et de sa solitude face aux problèmes économiques qu'il rencontre, l'obligeant à vivre à nouveau chez ses parents, qui subissent la propagande des journaux et des radios : «Bientôt sept cent mille chômeurs en France ! Lisez ce qui se passe dans le corps d'un chômeur, étude du docteur... Tout sur le chômage. Lisez...» C'est pas grinçant, hein ? Un phénomène, je vous dis, un monstre, un extra-terrestre. Un cobaye à étudier en laboratoire patenté par psycho-sociologues : l'homme chômeur... (...)

Les quelques copains qu'il a sont assez marginaux de par

leur activité (ils fabriquent des objets en cuir). Une fille rencontrée parmi eux lui propose de participer à une manifestation avec d'autres chômeurs. Il ne trouvera jamais le cortège des manifestants. Gérard Lemaire qui, au départ, avait envie de participer à cette manifestation, se retrouve dégoûté. Dans son journal, il tourne un peu tout à la dérision. Il est révolté, mais seul.

Christine ANNA

Gérard Lemaire
«Journal d'un chômeur»
Ed. Fédérp. 29 F

L'affaire Peiper : une télévision différente

Dimanche dernier, si on avait le courage de regarder la télévision à dix heures moins le quart, on pouvait assister à un véritable événement — ils sont si rares sur le petit écran ! La diffusion de l'émission de Roger Kahane et Georges Arnaud sur l'affaire Peiper. Événement qui a bien failli ne pas se produire : retard dans la diffusion, coupures (qu'on pouvait discerner à certaines sautes de l'image), protestations de magistrats ayant eu à connaître l'affaire, et estimant que leur point de vue était caricaturé... Finalement, nous l'avons quand même vue, cette émission, et avec quel plaisir !

Le sujet, d'abord, retenait l'intérêt : il s'agissait de l'incendie de la maison de cet ancien criminel de guerre nazi, retiré en France, dans la Haute-Saône, et de la découverte d'un cadavre carbonisé qu'on a affirmé par la suite être le sien. Qui était Peiper ? N'aurait-il pas pu organiser une mise en scène pour faire croire à sa disparition, alors que sa présence en France suscitait des remous ? Des résistants italiens continuaient à réclamer qu'il soit jugé pour une affaire différente de celles pour lesquelles le tribunal de Nuremberg l'avait condamné à mort, puis gracié...

Le ton, ensuite, tranchait sur l'hypocrisie habituelle : les rapports de classe, ici, étaient tranquillement mis à nu. Commentant lui-même son enquête,

Georges Arnaud formulait ouvertement et sans emphase ce qui, quant au fond, rapprochait du criminel de guerre disparu tels officiers français ou le préfet de la Haute-Saône : leur appartenance de classe. Là où le petit écran, habituellement, suggère les choses, impose sans l'avouer son point de vue, dissimule l'idéologie qui le guide, nous étions, pour une fois, bien avertis : salutaire transparence !

Voilà donc ce que disait l'émission : que les crimes nazis sont abominables et impardonnables, qu'il se trouve à l'extrême droite aujourd'hui, en France comme en Allemagne, des gens pour les couvrir ; que les autorités de l'État bourgeois, si promptes à mettre à exécution leurs mesures d'expulsion contre des travailleurs immigrés coupables de simplement lutter au côté de leurs camarades de travail, s'étaient montrées bien clémentes pour le séjour de ce « respectable » citoyen allemand ; que les mêmes autorités avaient été bien pressées de conclure à la mort de Peiper, ce qui leur supprimait tout problème ; et que dans ces circonstances, les hommes du peuple qui, eux, se souviennent, avaient bien vite été transformés en suspects.

Pour le dire, Arnaud et Kahane ont encore apporté quelque chose de différent à la télévision : la capacité d'écouter le peuple, de lui donner effectivement la parole. Longue pro-

menade avec les témoins dans un village belge martyr, victime de Peiper : les hommes, les femmes qui parlent disent tout ce qu'ils ont à dire ; l'enquêteur, attentif, écoute, laisse le temps. Résultat : non pas le « coup de poing », le choc habituellement recherché par les journalistes, mais une conviction consciente, solidement établie, forgée en communauté avec des gens qu'on sent si proches de soi. De même à Boves, en Italie, et encore, dans la Haute-Saône, autour d'une table de bistrot, avec deux hommes soupçonnés par la police après l'incendie, à cause d'une innocente plaisanterie dont ils étaient les auteurs : après coup, on en rit encore, avec Arnaud et avec eux, de cette bêtise policière.

Le peuple, ici, n'est pas méprisé, tenu à l'écart. Visite chez un dirigeant néo-nazi : plus que ce qu'il a dit, compte l'atmosphère régnant dans sa propriété, les garde-chiourme qui rôdent. Alors, ce sont tous ceux qui étaient là, les techniciens qui participent à l'émission, qui témoignent sur ce qu'ils ont vu, remarqué. Ils passent devant la caméra, ceux qui sont toujours derrière, parce qu'il est juste qu'ils le fassent quand ils ont quelque chose à dire.

Peiper est-il mort ? Peut-être pas. Mais comme cette télévision là est vivante.

J. L.

Cette semaine on peut voir

MARDI 30 JANVIER

Dossiers de l'Écran : le ministre de la justice face aux téléspectateurs.

Après le procès des quatre lycéens autonomes, Alain Peyrefitte, en s'offrant une tribune de deux heures, donnera sa version de la justice. On la connaît, les travailleurs immigrés, Klaus Croissant, les réfugiés basques, aussi !

LUNDI 29 JANVIER

A 2 - 21 h 30 : Questions de temps. LA CHINE, CHOSSES

VUES.

Trois journalistes d'A 2, P. Clément, C. Hirou et A. Dhrey ont parcouru la Chine. Pour réaliser ce document, ils ont filmé, visité et interviewé ce qu'ils voulaient, sans guide ni interprète. Cette émission n'ayant pas été projetée à l'avance, nous la découvrons ensemble.

VENDREDI 2 FÉVRIER

A 2 - 21 h 40 : APOSTROPHES. La nouvelle histoire.

Avec Jean-Louis Bory : « Les cinq girouettes », Georges Duby :

« Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme », Jacques Le Goff : « La nouvelle histoire », Emmanuel Le Roy-Ladurie : « Le carnaval de Romans ».

FR 3 - 20 h 30 : V 3 Le nouveau vendredi. LA BATAILLE DE LA PÊCHE.

Enquête et réalisation de Michel Honorin. La pêche mondiale commence à baisser, Alain Bombard tentera d'analyser ce phénomène. Espérons qu'il creusera un peu le problème. Ça ne suffit pas de dire : halte au gaspillage.

Confidences pour confidences

Un film de Pascal Thomas avec Daniel Ceccaldi, Anne Gaudry, Carole Jacquinot, Elisa Cervier, Laurence Cigneres et Michel Galabru.

Une affiche un peu naïve, un sous-titre douteux : les zozotes ; tout ça ne donne pas très envie d'aller voir le nouveau film de Pascal Thomas. Et pourtant, quel changement de ton, il ne nous avait pas habitués à tant de finesse. On est loin des « zozos » et de « Pleure pas la bouche pleine », ramassés de banalité sur l'adolescence, qu'il nous livrait tel quel.

« Confidences pour confidences » n'est pas de cette veine-là. Bien sûr, le fait que les trois sœurs soient enceintes en même

temps peut rappeler ses films précédents, mais il n'y a pas que ça.

Les trois façons de traiter ce problème ne sont pas plaquées, pour une fois, sur une quelconque peinture de mœurs des années soixante. Cette chronique familiale se passe dans un milieu populaire, et les difficultés matérielles, les problèmes de la vie quotidienne sont bien vus. Rien n'est factice, ni les sentiments, ni les réactions, ni même les détails. Pascal Thomas a acquis une certaine maîtrise, les trois sœurs ne paraissent pas stéréotypées : Pierrette et Florence « régularisent » leur situation, elles se marient, c'est la « solution ». La troisième, seule, prend ses affaires en main et veut réfléchir sa vie.

Pascal Thomas a essayé de traiter le problème en profondeur, le ton s'est fait plus grave, parfois pathétique, et le comique est devenu plus fin.

Mais si l'éclatement de la cellule familiale est bien analysé, on perçoit mal comment l'évolution des mœurs et des mentalités a bouleversé le clan Rousselle.

Bref, un film réussi pour Pascal Thomas qui amorce peut-être un tournant. On lui découvre une autre conception du cinéma. Il a fait une histoire vraie, bien ancrée dans la vie. Du quotidien. Un cinéma un peu à l'italienne, sans en avoir la classe, mais c'est plein de tendresse et de fraîcheur...

Frédérique ARNAUD

Samedi 27 janvier

TF 1

13 h 45 - Toujours le samedi
13 h 50 - Amicalement votre
14 h 55 - Maya l'abeille (dessin animé)
15 h 20 - La dame de Monsoreau
16 h 20 - Les derniers cavaliers
18 h 05 - Trente millions d'amis
Cette semaine on a droit à la famille Bazin au complet avec poules, chiens, tortues, moutons... et raton laveur !
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre (la publicité télévisée)
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - C'est arrivé un jour

19 h 45 - C'est arrivé un jour

20 h 00 - Journal

20 h 35 - Show machine : Trenet, Caradec, Delpech, Hallyday et encore Pétual Clark, comme toutes les semaines...!

21 h 35 - Les héritiers (série américaine)

22 h 30 - Télé-foot

23 h 35 - Journal

A 2

14 h 25 - Les jeux du stade. Ski à Garmisch (descente hommes) Hand-ball (stella de St Maur-Honved de Budapest) et gymnastique.

17 h 05 - Salle des fêtes. Revue de spectacles

18 h 00 - Course autour du monde

19 h 00 - Voyage du Pape au Mexique

20 h 30 - Journal

20 h 55 - D'accord pas d'accord

21 h 00 - Les insulaires (film TV d'après le roman de J. Perrot) Un appartement déclaré insalubre pour permettre une crapuleuse opération immobilière, une famille qui se défend contre les promoteurs : cela donne un bon film, fin et humoristique. (inhabituel pour un samedi soir !)

22 h 05 - Alain Decaux raconte... : le gibet pour Lazlo Rajk

23 h 05 - Figaro-ci, Figaro-la

23 h 45 - Journal

FR 3

18 h 00 - Breiz o vev : l'avenir de Quimper

18 h 30 - Pour la jeunesse

19 h 10 - Soir 3

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Télé régionale

19 h 55 - Dessin animé : il était une fois l'homme

20 h 00 - Les jeux de 20 heures

20 h 30 - Le Prussien

21 h 55 - Soir 3

22 h 15 - Court métrage français

Dimanche 28 janvier

TF 1

13 h 00 - Journal

13 h 20 - C'est pas sérieux : Bertho et Amadou commente l'actualité de la semaine. Un peu lourd.

14 h 00 - Les rendez-vous du dimanche

15 h 20 - L'année internationale de l'enfant Pour le lancement, ils n'ont pas lésiné : 7 chefs d'Etat se lancent dans une campagne publicitaire. En France on a de la ce, c'est patronné par Mme Giscard. On va nous dire avec des trémolos dans la voix toute l'attention accordée à ce problème. Les familles de chômeurs et de sidérurgistes apprécieront...

16 h 10 - Sports première : hippisme, cyclisme et sky

18 h 30 - Terreur dans le ciel. Panique à bord d'un avion. On voit le genre !

19 h 25 - Les animaux du monde

20 h 00 - Journal

20 h 35 - Le tueur (film policier français de Denys de la Patellière avec Jean Gabin) Le flic (Gabin), est bougon et vieille France (policier, bien sûr), le tueur est un affreux salaud, son amie ne peut être qu'une prostituée... Avec des idées pareilles, pas étonnant que le film soit mauvais.

22 h 00 - Le dit de Guillaume de Machaut Trois comédiens évoquent la vie de ce poète et musicien du 13^e siècle.

23 h 35 - Journal

A 2

12 h 40 - Cinémalices

12 h 55 - Top club dimanche, avec Véronique Samson ; Nicolas Peyrac etc.

13 h 15 - Journal

14 h 30 - Heidi, feuilleton

15 h 20 - en savoir plus

16 h 20 - Le petit théâtre. L'homme de Rangoon. Pièce de G. Abecassis

16 h 55 - Monsieur cinéma

17 h 35 - Chocolat du dimanche

18 h 00 - Un petit chien (production Walt Disney)

18 h 55 - Stade 2

20 h 00 - Journal

20 h 35 - L'appel de la forêt (film américain d'après le roman de Jack London)

22 h 15 - Magritte

23 h 05 - Journal

FR 3

10 h 30 - Mosaïque : émission d'information ; culture et immigration

16 h 35 - Prélude à l'après-midi. Musique classique

17 h 30 - Un comédien lit un auteur

Bulle Ogier lit Christiane de Rivoire

18 h 30 - Rire ou sourire

19 h 45 - Spéciale Dom-Tom

20 h 00 - Grande parade du Jazz. Cette semaine, Memphis Slim Blues

20 h 30 - Haute curiosité : l'art de la mort

21 h 20 - Encyclopédie du cinéma français

22 h 00 - Ciné regards

22 h 30 - Cinéma de nuit. Aspect du cinéma italien : la Califfa d'Alberto Bevilacqua. Avec Romy Schneider et Ugo Tognazzi Par amour pour une ouvrière, un patron (ancien ouvrier) propose à ses ouvriers de mettre l'usine en co-gestion. Idée méritoire ! mais comme il veut garder le contrôle...

SOMMAIRE

LIRE LES RUBRIQUES

P.2
Revue des revues
P.4 et 5 :
«Contraire au sein du peuple». Aujourd'hui :
Luttes des femmes
Luttes de classes.
P.14
A livres ouverts
P.15
Télévision-cinéma

DANS CE NUMERO :

P.6
Dans les coulisses du
Parlement européen
P.8 et 9
Enquête : RDA, derrière
«la vitrine»...
P.10
Chansons
P.12
Moshe Dayan à Paris : un
négociateur enlisé

REPRISE
A LA SNAV
(VENISSIEUX)

Vendredi matin, 241 travailleurs votaient la poursuite de la grève, 338 s'y opposaient. Le travail reprendra donc le lundi matin. L'intersyndicale déclarait : «Quoi qu'il en soit, nous n'arrêtons pas la lutte». 100 travailleurs sont partis en manifestation en direction de la faculté de Lyon III où Barre doit tenir un cours d'économie.

Révoltant arrêt de la Cour de cassation Le PDG Chapron est définitivement blanchi

Jean Chapron, le premier patron de France à avoir connu les murs de la prison pour un accident du travail, sort presque totalement blanchi de la Cour de Cassation. Pour la juridiction pénale, le dossier Chapron est désormais clos, quatre ans après la mort au travail d'un ouvrier de 49 ans, M. Roland Guillaume... Les magistrats de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation ont estimé que les juges de la trop célèbre Cour d'Appel de Douai avaient pu «à bon droit» «écarter l'imputation faite à M. Chapron d'avoir, par une négligence personnelle ayant entraîné la mauvaise organisation du

travail, contribué à la mort de la victime». Les infractions au droit du travail commises par Chapron et Tedrez (directeur de l'agence de travail temporaire qui employait R. Guillaume) sont désormais du ressort d'une simple juridiction civile, c'est-à-dire passibles probablement de simples sanctions financières... Quatre ans après la mort de Roland Guillaume, de remise en cause en remise en cause, le PDG de l'usine «Huiles Goudrons dérivés» est définitivement «lavé» du délit d'homicide involontaire !

il ne payera même pas les trois amendes de 600 francs auxquelles il avait été condamné auparavant.

«AUCUN LIEN DE CAUSALITE AVEC LE DECES»

Face à cette décision scandaleuse, le Syndicat CGT des produits chimiques de Vendin-le-Vieil et l'Union Régionale de la Chimie CFDT décidaient le 24 mars 1977 de se pourvoir en cassation. C'est cette Cour de cassation qui vient donc de relaxer définitivement Chapron. Ce dernier arrêt, à la mesure des autres, éclaire le visage de cette justice de classe qui vient donc de relaxer définitivement Chapron. Ce dernier arrêt, à la mesure des autres, éclaire le visage de cette justice de classe qui vient donc de relaxer définitivement Chapron. Ce dernier arrêt, à la mesure des autres, éclaire le visage de cette justice de classe qui vient donc de relaxer définitivement Chapron.

Reprenons les faits. Le 23 janvier 1974, M. Guillaume meurt au travail dans l'usine de M. Chapron. Il est écrasé entre deux wagons. Le rapport d'instruction établit que la mort est due

«à des conditions de travail aberrantes mettant les ouvriers en danger permanent». Chapron est inculpé

d'homicide involontaire et écroué par le juge de Charrette huit mois après l'accident.

«LA VICTIME ÉTAIT RESPONSABLE DE SA MORT»

Le 30 juin 1976, le tribunal de Béthune (première instance) refuse de retenir l'homicide involontaire comme chef d'inculpation. Chapron n'est condamné qu'à trois amendes de 600 francs pour infraction à la réglementation du travail. Le Parquet de Béthune interjette appel le 24 février 1978, s'estimant «choqué par cette décision de relaxe d'homicide involontaire tout autant qu'en premier lieu par la mise en détention de M. Chapron».

Mais la Cour d'appel de Douai ne veut même pas de verdict de clémence. Elle veut blanchir complètement Chapron, le PDG. Chapron est donc relaxé et



Le PDG Chapron écroué : la bourgeoisie est furieuse, sa justice va tout faire pour «rattraper la gaffe».

Pierre PUJOL

Le point de vue d'un militant de l'extrême-gauche iranienne

«Les dirigeants religieux doivent tenir compte que tout le peuple n'est pas favorable à un gouvernement islamique»

Le week-end dernier, plusieurs manifestations contre le régime se sont déroulées à Téhéran, au cours desquelles des heurts ont eu lieu avec certains éléments se réclamant du mouvement

religieux. Parmi les organisateurs de ces manifestations, dont l'une a regroupé 30 000 personnes, une organisation marxiste-léniniste : l'«Union de lutte pour la création du parti de la classe ouvrière

d'Iran».

Un de ses représentants nous donne son point de vue. Nous reviendrons plus largement, dans les prochains jours, sur les problèmes envisagés ici.

«Ces manifestations ont eu lieu à Téhéran. Et il y en aura d'autres à Téhéran ou ailleurs. Elles n'ont absolument rien à voir avec le parti pro-soviétique Tudeh. Elles se sont déroulées à l'initiative d'organisations révolutionnaires, des groupes marxistes-léninistes luttant contre les deux superpuissances, des fédérations combattants du peuple, des éléments des diverses couches populaires et non-communistes, etc. Ces organisations ne sont pas favorables à un «gouvernement islamique» et il est normal qu'elles puissent le dire, qu'elles puissent exprimer leur propre point de vue au sein même du mouvement populaire dont elles font partie intégrante. Pour nous, il est clair que des éléments religieux fanatiques ont voulu attaquer ces manifestations dirigées contre le régime mais à aucun moment les organisations d'extrême-gauche n'ont cédé aux provocations.

Parmi les manifesta-

tions qui se sont déroulées il y a quelques jours à Téhéran, il y a eu celles des professeurs de l'Université qui ont voulu défiler avec la photo de Sahad Benraguy, écrivain martyr de notre peuple. Celui-ci, qui a écrit des livres pour les enfants des paysans et lutté tant qu'il pouvait contre le régime du Shah et l'impérialisme, fut assassiné, noyé par la police du régime, il est devenu un symbole de la résistance des universitaires et des enseignants. Un groupe de religieux islamiques fanatiques, a attaqué la manifestation, en déchirant les portraits de Sahad Benraguy, sous prétexte d'avoir affaire à «une manifestation de communistes».

Ces groupes fanatiques, manipulés ou non, sont actuellement très limités mais quand on entend des déclarations comme celles faites à France-Inter, cette semaine par certains porte-parole du mouvement religieux, tel Sadek Khotbezade, qui se féli-

cite, avec une haine incroyable, d'être anti-communiste depuis l'âge de quinze ans, on se pose le problème : qu'est-ce qu'ils entendent par démocratie ? Cela provoque un certain mécontentement et pas seulement chez des révolutionnaires, mais aussi chez des gens qui ont lutté simplement pour la démocratie, qui ont donné beaucoup de martyrs dans cette lutte et veulent pouvoir exprimer leur point de vue. Il y a parmi eux des éléments aussi bien de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie que des ouvriers qui, bien que musulmans, ne sont pas pour autant forcément favorables à un «gouvernement islamique».

BAKHTIAR PEUT PROFITER DE CETTE SITUATION

Ils se trouvent heurtés dans leur désir légitime d'exprimer leur point de vue politique. Alors, ils se posent des questions,

en disant : on ne va pas lutter contre une dictature pour la remplacer par une autre. Bakhtiar peut profiter de cette situation, soit parce que des gens qui luttent contre le régime, mais n'adhèrent pas à l'idée du «gouvernement islamique», cessent de manifester et rentrent chez eux, soit même que certains rejoignent Bakhtiar.

Celui-ci organise actuellement une propagande monstre, essayant de faire peur aux gens qui craignent un «gouvernement islamique» ou qui, simplement sont méfiants parce que l'on ne sait toujours pas très bien quel est le programme de ce gouvernement éventuel, dont il est question depuis des mois, et ce notamment vis-à-vis des droits du peuple. Bakhtiar, qui représente aujourd'hui les intérêts américains, joue un rôle de diviseur du mouvement populaire, en essayant de tabler sur le prestige de Mossadegh, puisqu'il était l'un des leaders du

«Front national» mossa-deghiste. Il fait une intense propagande en disant que l'Iran «ne doit pas retourner en arrière, être rétrograde» et que les religieux doivent rentrer chez eux.

NOUS AVONS BESOIN DE L'UNITÉ DU PEUPLE

Personne ne nie que dans l'ensemble du mouvement populaire, il n'y ait pas des contradictions. Ce qui est important, c'est que pour l'instant, l'ensemble du mouvement ait un objectif précis : le renversement du régime, que ce soit celui de Pahlavi ou de Bakhtiar, ou d'un quelconque autre personnage lié à l'impérialisme. Actuellement, nous avons besoin de l'unité toute entière du peuple. Les dirigeants islamiques doivent bien faire attention aux contradictions qui existent dans le peuple, au fait que tout le peuple n'est pas favorable à un «gouvernement isla-

mique», même s'il est uni actuellement. Le peuple tout entier se lève, pour la démocratie et la liberté.

Avant qu'il y ait une solution appropriée, qui soit le fruit de la volonté du peuple, personne n'a le droit d'essayer de lui imposer une formule de gouvernement islamique ou autre. La virulence des propos anticommunistes de certaines déclarations pourrait laisser croire qu'on veut rassurer l'impérialisme. Confondre opposition à l'URSS et anticommunisme, faire l'amalgame entre le parti Tudeh, officine pro-soviétique et les militants marxistes-léninistes qui ont lutté depuis de longues années contre le régime du Shah, revient à discréditer ces derniers. Cela ne pourrait qu'affaiblir le mouvement populaire, et aider les manœuvres de ceux qui veulent saper ce mouvement et son unité, que ce soit au bénéfice de l'impérialisme américain ou de l'URSS.»